





Affaire
CONSTRUCTION DE 290 LOGEMENTS AU SEIN DE LA CITÉ UNIVERSITAIRE DE VOIE DOMITIENNE À MONTPELLIER

Maîtrise d'ouvrage	Architecte – Maitrise d'œuvre
 2 Rue Monteil, 34093 Montpellier	ATELIER D'ARCHITECTURE EMMANUEL NEBOUT 3 Rue des Trésoriers de la bourse 34 000 MONTPELLIER contact@ateliernebout.fr

Document :
Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé (Opération de catégorie 1)

N° d'affaire : MONT – 7217

Tableau des mises à jour :

Date	Indice version	Objet de la version	Nom du rédacteur	Signature
	0	Création du document	C PLAISANT	 <small>NOVICAP SAS 100 rue Huguette Boucher 34170 CASTELNAU-LE-LEZ St. 09 69 55 36 31</small>



SOMMAIRE

0	PREAMBULE	4
1	LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE	5
1.1	DIFFUSION ET AFFICHAGE DE LA DECLARATION PREALABLE.....	5
1.2	NOM ET ADRESSE PRECISE DU CHANTIER.....	5
1.3	NATURE DE L'OUVRAGE – TRAVAUX A REALISER	5
1.4	LES DELAIS – LES HORAIRES DE CHANTIER	5
	<i>Les délais – Le phasage général</i>	<i>5</i>
	<i>Horaires imposés au chantier</i>	<i>5</i>
	<i>Les délais de préparation réglementaires</i>	<i>5</i>
1.5	CLASSEMENT DE L'OPERATION – EFFECTIF	6
1.6	CISSCT	6
1.7	MODE DE DEVOLUTION DES MARCHES ET LISTE DES LOTS.....	6
2	MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE	7
EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	7	
2.1	RAPPEL DES MODES CONSTRUCTIFS PRINCIPAUX PREVUS.....	7
2.2	ACCES GENERAL AU CHANTIER – SUJETIONS LIEES AUX CIRCULATIONS EXISTANTES	7
	<i>Evaluation des risques.....</i>	<i>7</i>
	<i>Mesures de prévention proposées.....</i>	<i>7</i>
2.3	CONTROLE D'ACCES AU CHANTIER	10
	<i>Rappel réglementaire et définition d'une personne autorisée.....</i>	<i>10</i>
	<i>Contrôle des accès chantier sur site.....</i>	<i>10</i>
2.4	ACCUEIL DES ENTREPRISES ET DES PERSONNELS.....	11
2.5	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER.....	11
2.6	REGISTRE DE SECURITE	12
2.7	LOCAUX D'ACCUEIL ET D'HYGIENE DES PERSONNELS	12
2.8	SERVICES ASSOCIES AUX LOCAUX D'ACCUEIL DES SALARIES	13
2.9	RESEAUX PROVISOIRES DE CHANTIER.....	13
	<i>Rappel réglementaire</i>	<i>13</i>
	<i>Principes d'organisation.....</i>	<i>13</i>
2.10	LES SUJETIONS LIEES AUX RESEAUX EXISTANTS ET SERVITUDES HERTZIENNE	16
	<i>Identification des réseaux existants.....</i>	<i>16</i>
	<i>Evaluation des risques.....</i>	<i>16</i>
	<i>Mesures d'organisation et de coordination proposées.....</i>	<i>16</i>
2.11	LES SUJETIONS LIEES A LA PRESENCE D'AMIANTE DANS LES EXISTANTS	17
2.12	LES SUJETIONS LIEES A LA PRESENCE DE PEINTURE AU PLOMB DANS LES EXISTANTS.....	17
2.13	LES SUJETIONS LIEES A LA PRESENCE D'AUTRES MATIERES ET SUBSTANCES A RISQUE CHIMIQUE DANS L'EXISTANT	17
2.14	LES SUJETIONS LIEES A LA PRESENCE D'AGENTS BIOLOGIQUES DES CLASSES 2 A 4	17
2.15	LES SUJETIONS LIEES A L'EXPOSITION A UN RAYONNEMENT IONISANT	17
2.16	LES SUJETIONS LIEES A LA STABILITE DES OUVRAGES EXISTANTS - TRAVAUX DE DEMOLITION	17
2.17	LES SUJETIONS LIEES A LA NATURE DES SOLS ET AUX ESPACES VERTS EXISTANTS	18
	<i>Evaluation des contraintes</i>	<i>18</i>
	<i>Evaluation des risques.....</i>	<i>18</i>
	<i>Mesures d'organisation et de prévention proposée.....</i>	<i>18</i>
3	MESURES PRISES PAR LE CSPS EN MATIERE DE COORDINATION ET SUJETIONS QUI EN	19
DECOULENT.....	19	
3.1	LES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION (P.G.P.)	19
3.2	INSPECTION COMMUNE.....	20
3.3	REDACTION ET TRANSMISSION DU PPSPS.....	20
3.4	PRINCIPE D'HARMONISATION DES PPSPS	20
3.5	EVALUATION DES RISQUES DE COACTIVITE – PLANNING DETAILLE DES TRAVAUX.....	21
	<i>Planning détaillé des travaux.....</i>	<i>21</i>
	<i>Evaluation des risques de coactivité</i>	<i>21</i>
3.6	LES CIRCULATIONS HORIZONTALES ET VERTICALES DE CHANTIER.....	22
3.7	LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS	25
3.8	DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE	27
3.9	PROTECTIONS COLLECTIVES.....	28

<i>Dispositions générales aux protections collectives contre les risques de chute.....</i>	<i>28</i>
<i>Prévention du risque CO3 – Chutes de plain-pied.....</i>	<i>29</i>
<i>Prévention du risque CO4 – Chute de personne depuis un poste de travail en élévation.....</i>	<i>29</i>
<i>Prévention du risque CO5 – Chute de personne du fait de la présence d'un dénivelé.....</i>	<i>29</i>
<i>Prévention du risque CO6 – Chute de personne du fait de la présence d'une trémie au sol.....</i>	<i>29</i>
<i>Prévention du risque CO7 – Chute de personne du fait de la présence de baies ou trémies verticales.....</i>	<i>29</i>
<i>Autres dispositions de protection collective.....</i>	<i>30</i>
3.10 REGLES DE MISE EN COMMUN DES INSTALLATIONS PROVISOIRES DE CHANTIER.....	30
<i>Utilisation des installations électriques provisoires de chantier.....</i>	<i>30</i>
<i>3.10.1 Vérification du réseau provisoire de chantier.....</i>	<i>30</i>
<i>3.10.2 Modification du réseau provisoire de chantier.....</i>	<i>30</i>
<i>3.10.3 Règles de gestion commune des protections collectives contre les chutes de hauteur.....</i>	<i>31</i>
<i>Vérification de l'état des protections collectives.....</i>	<i>31</i>
<i>3.10.4 Règles en cas de mise en commun d'un échafaudage.....</i>	<i>31</i>
<i>3.10.5 Règles en cas de mise en commun d'un engin de levage.....</i>	<i>31</i>
<i>3.10.6 Règles de mise en commun d'accessoires de levage.....</i>	<i>32</i>
<i>3.10.7 Mise en commun d'une plate-forme élévatrice mobiles de personnes.....</i>	<i>32</i>
<i>3.10.8 Mise en service des ascenseurs définitifs de chantier.....</i>	<i>32</i>
4 SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC LES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DU QUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER.....	32
<i>4.1 INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION.....</i>	<i>32</i>
<i>4.2 INTERFERENCES ENTRE LE CHANTIER ET D'AUTRES CHANTIERS VOISINS.....</i>	<i>32</i>
5 MESURES GENERALES PRISES POUR MAINTENIR LE CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT.....	33
<i>5.1 NETTOYAGE DES LOCAUX D'ACCUEIL DES SALARIES.....</i>	<i>33</i>
<i>5.2 NETTOYAGE ET RANGEMENT DES POSTES DE TRAVAIL.....</i>	<i>33</i>
<i>5.3 NETTOYAGE ET RANGEMENT DES CIRCULATIONS COMMUNES DE CHANTIER.....</i>	<i>33</i>
<i>5.4 GESTION DES DECHETS DE CHANTIER.....</i>	<i>34</i>
6 LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE.....	34
<i>6.1 ORGANISATION DE L'APPEL DES SECOURS.....</i>	<i>34</i>
<i>6.2 PREMIERS SECOURS AUX BLESSES.....</i>	<i>34</i>
<i>6.3 MOYENS D'EVACUATION SUR LE CHANTIER.....</i>	<i>35</i>
<i>6.4 PREVENTION DU RISQUE INCENDIE.....</i>	<i>35</i>
7 LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS.....	35
<i>7.1 CISSCT.....</i>	<i>35</i>
<i>7.2 TRAVAILLEURS INDEPENDANTS.....</i>	<i>35</i>
<i>7.3 ANNEXE 1 LISTE DES INTERVENANTS.....</i>	<i>36</i>
<i>ANNEXE 1 INSTALLATIONS DE CHANTIER.....</i>	<i>37</i>

0 PREAMBULE

La présente opération est soumise aux dispositions de la loi n 93-1418 du 31 Décembre 1993 et à ses Décrets d'Application.

NOVICAP assure les phases CONCEPTION et REALISATION de la mission dans le cadre de ce projet.

La présence du Coordonnateur S.P.S. n'enlève en rien les responsabilités et les obligations de chaque participant à l'acte de construire et notamment celles énoncées à l'article [L. 4121-2](#) du Code du Travail ("Principe généraux de prévention").

La mission de ce coordonnateur est notamment d'élaborer le Plan Général de Coordination et de Protection de la Santé (P.G.C.P.S.).

Ce document est un document évolutif qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres.

Les entreprises titulaires des contrats de travaux conclus avec le maître d'ouvrage sont tenues de communiquer le P.G.C.S.P.S à leurs sous-traitants et/ou cotraitants.

Le P.G.C.S.P.S. est conservé pendant une durée de 5 ans à réception de l'ouvrage par le maître d'ouvrage.

1 LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE

1.1 Diffusion et affichage de la déclaration préalable

- la déclaration préalable **doit être transmise** par le Maître d'Ouvrage à l'Inspection du Travail la CARSAT, l'O.P.P.B.T.P.
- une copie de cette déclaration sera affichée par le LOT 03 sur le chantier en phase de préparation de chantier.
- la mise à jour de cette déclaration est assurée par le coordonnateur dans le cadre de son registre journal (liste des intervenants notamment)

1.2 Nom et adresse précise du chantier

Le chantier se situe sur la commune de MONTPELLIER sur le site de la cité universitaire RESIDENCE VOIE DOMITIENNE 259 Voie Domitienne, 34090 Montpellier

1.3 Nature de l'ouvrage – travaux à réaliser

Après dévoiement du réseau basse tension alimentant les bâtiments du site afin de libérer la plateforme de la future construction, construction d'un ensemble résidentiel comprenant 290 studios, des logements de fonction et des bureaux.

Ensemble immobilier de trois bâtiments A B C

Bâtiment A : accueil en RDC de la partie administrative, le pôle accueil échange et rencontre, pavillon P

De R+1 à R+5 : hébergements exclusivement

Bâtiments B et C : du RDC au R+5 - essentiellement hébergements

Présentation des intervenants et adresses utiles :

La liste des intervenants et leurs coordonnées sont données en annexe au PGCSPPS ainsi que celles de l'Inspection du Travail, des organismes de prévention (CARSAT, OPPBTP) et des Services d'urgences (SAMU, Pompiers,) Cette liste sera tenue à jour par le Coordonnateur SPS tout au long du déroulement de l'opération et pourra être utilisée par les entreprises pour constituer la partie administrative de leurs PPSPS.

1.4 Les délais – Les horaires de chantier

Les délais – Le phasage général

Les délais contractuels seront fixés par ordre de service du Maître d'ouvrage.

Horaires imposés au chantier

Les contraintes d'horaires sur le chantier sont dictées par :

- les heures de travail imposées par le code du travail et les différents accords d'entreprises,
- Nous rappelons que le travail du dimanche est interdit sauf dérogation de l'Inspection du travail
- le respect de la réglementation nationale en matière de bruit (engins, voisinage...)
- les arrêtés municipaux de la ville de MONTPELLIER
- les contraintes particulières pour les grues liées à la gestion des interférences de grue

Les délais de préparation réglementaires

Sans faire obstacle à la mise en place de délais de préparation destinés à mieux préparer le chantier, nous rappelons que les délais réglementaires de préparation sont les suivants :

■ Délai de préparation réglementaire pour les titulaires :	30 jours à réception du contrat signé avec le maître d'ouvrage ou d'un OS de démarrage des travaux
■ Délai de préparation réglementaire pour les sous-traitants des lots à risques ou importants :	30 jours à réception du contrat signé entre le sous-traitant et son entreprise « donneur d'ordre »
■ Délai de préparation réglementaire pour les sous-traitants des lots à faibles risques ou de second œuvre	8 jours à réception du contrat signé entre le sous-traitant et son entreprise « donneur d'ordre »

1.5 Classement de l'opération – Effectif

Nous reprenons ci-dessous les estimatifs indiqués au niveau de la déclaration préalable

■ Estimation du nombre d'entreprises	de 50 à 60 entreprises environ - 23 lots
■ Estimation de l'effectif moyen sur l'opération :	35 personnes en moyenne
■ Nombre Homme Jour pour le délai prévu	35 x 20 mois travaux x 20 jours travaillées =14000 hommes jours > 10 000 hommes jours
■ Catégorie de l'opération	: 1 (selon décret du 26/12/94)

Cette estimation des effectifs reste à consolider avec les entreprises et servira notamment au dimensionnement des locaux d'accueil des personnels de chantier.

1.6 CISSCT

Compte tenu notamment du nombre d'entreprises et des prévisions d'effectif le maître d'ouvrage a prévu la constitution d'un Collège Interentreprises de Sécurité de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) pour l'ensemble de l'opération.

1.7 Mode de dévolution des marchés et liste des lots

La volonté du maître d'ouvrage d'allotissement pour cette opération a été déterminée comme suit :

LOT 00 : CONSIGNES COMMUNES
LOT 03 : CURAGE ET DEMOLITION
LOT 02 : VRD
LOT 03 : GROS OEUVRE
LOT 04 : CHARPENTE BOIS
LOT 05 : COUVERTURES ZINC
LOT 06 : ETANCHEITE
LOT 07 : MURS A OSSATURES BOIS
LOT 08 : BARDAGES
LOT 09 : MENUISERIES EXTERIEURES
LOT 10 : DOUBLAGES CLOISONS FAUX PLAFONDS
LOT 11 : MENUISERIES INTERIEURES ET AMENAGEMENT
LOT 12 : METALLERIE ET SERRURERIE
LOT 13 : REVETEMENTS DE SOLS DURS
LOT 14 : REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES
LOT 15 : PEINTURES ET NETTOYAGE
LOT 16 : ELECTRICITE CFO CFA
LOT 17 : PRODUCTION ENR
LOT 18 : PLOMBERIE
LOT 19 : CHAUFFAGE
LOT 20 : ASCENSEUR
LOT 21 : MOBILIERES EQUIPEMENTS LOGEMENTS
LOT 22 : SIGNALÉTIQUE
LOT 23 : AMENAGEMENTS EXTERIEURS PAYSAGERS

2 MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1 Rappel des modes constructifs principaux prévus

Le descriptif complet des ouvrages est réalisé au travers des pièces écrites et plans de la Maîtrise d'œuvre.

2.2 Accès général au chantier – Sujétions liées aux circulations existantes

L'accès se fera par la voie Domitienne par une entrée/sortie spécifique du chantier ; séparée de l'entrée et sortie des résidence de la cité universitaire VOIE DOMITIENNE.

Pour ce projet, il conviendra d'avoir :

- Le plan de recollement des réseaux de la cité et l'emplacement des points de branchement eau, électricité pour les installations de chantier,
- Le Schéma directeur de la cité afin de définir les flux de circulations chantier
- Du positionnement du réseau basse tension dévié

Evaluation des risques

Les risques particuliers identifiés sont donc :

Repère	Nature des risques	Risques importés	Risques exportés
RE 0	Ensemble des risques liés aux activités du chantier (risques généraux.)		x
RE1	Risque de heurt avec les véhicules circulant sur le domaine routier public en entrée/sortie de chantier	x	x
RE3	Risque de heurt avec les piétons circulant aux abords		x
RE4	Risque de heurt en cas de situation de stationnement anarchique sur le domaine public (déficit de stationnement pouvant être crée par le chantier)		x
RE5	Risque de chute de piétons en cas de dégradation par le chantier des surfaces de voiries (boues, trous, fouilles...) ou risque de projection lors de circulation		x
RE6	Risque de chute d'objet lors de manutentions à l'aide de grue dans les zones proches des circulations publiques		x

Mesures de prévention proposées

2.2.1.1 Isolement de la zone principale de chantier

Repère risque(s)	Description de la mesure	Réalisé par :
RE0	<p>Les emprises de chantier doivent être délimitées par des clôtures de chantier visant notamment à délimiter les zones à risque pour les tiers : clôtures panneaux opaques dimension à déterminer.</p> <p>Déterminer le nombre d'accès chantier.</p> <p>Il est rappelé que les emprises de chantier sur le domaine public doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès des autorités compétentes ayant le pouvoir de police sur la voirie concernée.</p> <p>La constitution de la clôture à mettre en place préconisé est un bardage métallique stabilisé, contreventé avec une hauteur de 2m ou tout autre système équivalent accepté par la ville de MONTPELLIER et le Maitre d'ouvrage.</p>	<p>Pose de la clôture en phase de préparation de chantier le lot gros œuvre</p> <p>Entretien/maintien/adaptation pendant tout le chantier par le lot gros œuvre</p>

	<p>Des portails doivent être prévus dans la clôture de chantier au droit de chaque entrée principale et au droit de chaque aire de livraison particulière laissant un gabarit de passage d'au moins 6 m.</p> <p>L'ouverture et la fermeture de ces portails notamment en fin de poste de travail seront assurées par les personnes chargées du contrôle des accès avec mise en place d'une organisation particulière (personnel désigné avec horaires d'ouvertures précisés et consignes écrites).</p> <p>Cette organisation est à rapprocher de la question du contrôle des accès au chantier évoqué dans un autre article du PGCSPPS et des modalités de livraison du chantier.</p> <p>Des panneaux réglementaires de signalisation doivent être mis en place sur les portails d'accès :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Interdiction d'accès aux personnes non autorisées, - Port OBLIGATOIRE des E.P.I., - Repère de l'accès avec nom et numéro permettant de bien l'identifier. 	
--	--	--

2.2.1.2 Gestion des emprises particulières sur le domaine public

Repère risque(s)	Description de la mesure	Réalisé par :
RE0, RE1, RE2 RE3	<p>Toutes les phases de chantier présentant des risques pour l'environnement non prévenus par les clôtures périphériques de l'emprise principale doivent faire l'objet de mesures particulières telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Personnels de surveillance au sol en amont et en aval des zones de dangers munis des EPI et vêtement de signalisation adaptés, - Arrêté d'occupation temporaire du domaine public le cas échéant avec mise en place des éventuelles déviations temporaires des circulations en accord avec les autorités compétentes y compris toutes sujétions de signalisation temporaire et marquage. 	Entreprise réalisant ce type d'emprise pour ses travaux.

2.2.1.3 Plan de circulation dans l'environnement élargi du chantier

Repère risque(s)	Description de la mesure	Réalisé par :
RE1	Flux de circulation à définir sur le plan d'installation de chantier	LOT 03

2.2.1.4 Signalisation provisoire de chantier pour la circulation

Repère risque(s)	Description de la mesure	Réalisé par :
RE1	Prévoir la mise en place de panneaux de signalisation en amont des accès chantier ; la nature, le nombre exact et la position de cette signalisation seront arrêtés avec la ville de MONTPELLIER.	<p>Pose de la signalisation sur la voirie publique en phase de préparation par LOT 03</p> <p>+</p> <p>Entretien/maintien/a daptation pendant tout le chantier.</p>

2.2.1.5 Mesures et consignes pour les manœuvres d'engins sur le domaine public

Repère risque(s)	Description de la mesure	Réalisé par :
RE1, RE2	<ul style="list-style-type: none"> - Éviter ou limiter les manœuvres en marche arrière sur le domaine public ; en cas de nécessiter de réaliser des manœuvres ponctuelles en marche arrière, prévoir des personnels d'assistance au sol. Dans ce cas, les personnels au sol seront dotés des EPI obligatoire (gilet réfléchissant). - Éviter les manœuvres type « tourne à gauche » nécessitant de couper la voie de circulation publique - Éviter les zones d'attentes sur des voies de circulations : des aires d'attente seront prévues dans un secteur élargi avec liaison par radio des chauffeurs. 	Ensemble des entreprises

2.2.1.6 Propreté des voiries au droit de l'accès chantier

Repère risque(s)	Description de la mesure	Réalisé par :
RE4	Les dispositions doivent être prises pour assurer la propreté des voiries publiques aux abords du chantier et plus particulièrement dans les zones de d'accès. Le LOT 03 proposera des solutions pour atteindre cet objectif : Débourbeur, Zone de nettoyage bétonnée +personnels, passage régulier de balayeuse.	LOT 03

2.2.1.7 Eviter l'anarchie pour le stationnement des véhicules des entreprises

Repère risque(s)	Description de la mesure	Réalisé par :
RE5	<p>Les entreprises doivent donner des consignes pour que leurs personnels stationnent sur les zones de voirie réservées à cet effet.</p> <p>Les entreprises doivent organiser le co-voiturage de leurs personnels.</p> <p>La solution de stationnement des véhicules des personnels de chantier dans les sous -sols n'est pas envisagée.</p> <p>Le contrôle d'accès sera effectif aux entrées de chantier avec comme principe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Portails maintenus fermés en permanence ; - Passage de véhicules d'entreprise (véhicule atelier uniquement) autorisé après filtrage au niveau des postes d'accès. <p>Le LOT 03 pourra proposer d'autres solutions pour faciliter la gestion des véhicules dans les emprises de chantier.</p>	Ensemble des entreprises /LOT 03

2.3 Contrôle d'accès au chantier

Rappel règlementaire et définition d'une personne autorisée

Nous rappelons que selon les dispositions du Code du Travail, le Coordonnateur de Sécurité /Santé doit notamment prendre les dispositions *pour que seules les **personnes autorisées** accèdent au chantier*.

Une « **personne autorisée** » dans le cadre de cette opération est une personne appartenant à :

- Un organisme Institutionnel (IT, CARSAT, OPPBTP...) ;
- La Maîtrise d'ouvrage ;
- La Maîtrise d'œuvre ;
- Le bureau de contrôle ;
- Le coordonnateur SPS ;
- Un visiteur qui est pris en charge complètement lors de sa présence sur site par un personnel d'une entité autorisée du chantier
- Une entreprise agréée par le Maître d'ouvrage, ayant participé à une visite commune et produit un P.P.S.P.S (titulaire ou sous- traitant agréé selon la loi du 31/12/75 sur la sous- traitance),
- Une entreprise non agréée par le Maître d'ouvrage au sens de la loi du 31/12/75 sur la sous- traitance mais dont les tâches sont analysées dans un PPSPS après avoir procédé à une visite d'inspection commune (ex : monteur de grue, location d'engin avec chauffeur).

Pour ce dernier cas, 2 solutions sont possibles :

☒ **1^{ère} solution :**

- L'entreprise prestataire participe à une inspection commune et fournit son PPSPS à l'identique d'une entreprise agréée ; son donneur d'ordre doit être présent à cette Visite commune

☒ **2^{ème} solution :**

- Les tâches réalisées par le prestataire sont décrites et gérées dans le PPSPS de l'entreprise qui sous traite ces opérations (donneur d'ordre) à condition que ce PPSPS mentionne explicitement que les tâches réalisées par le prestataire constituent *des « travaux communs placés sous l'autorité unique du responsable de chantier de l'entreprise donneur d'ordre »*.
- Dans cette hypothèse, les coordonnées du prestataire sont précisées dans le PPSPS du donneur d'ordre et celui-ci est signé par le représentant du prestataire

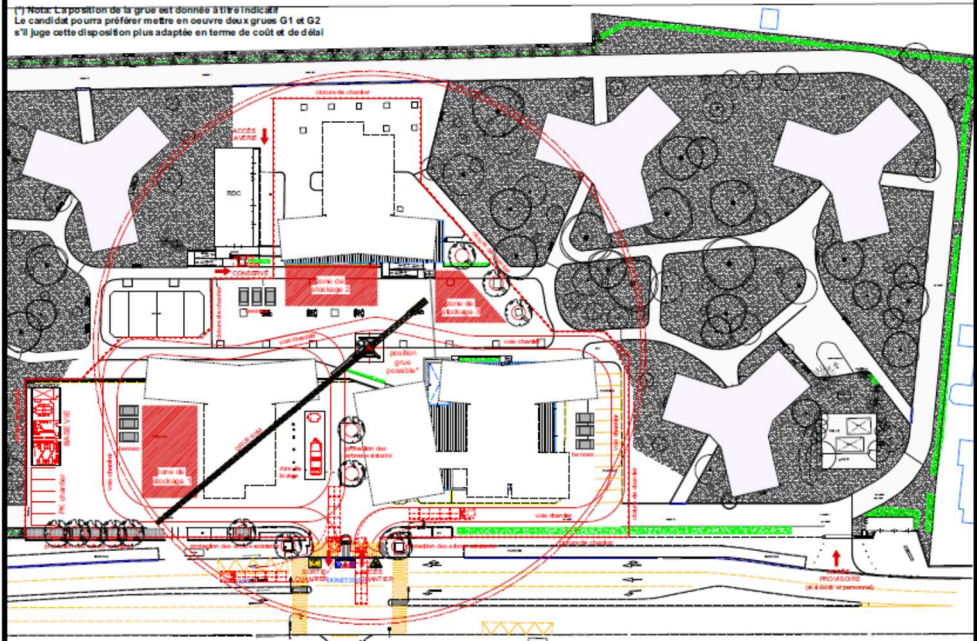
Contrôle des accès chantier sur site

Description de la mesure	Réalisé par :
<p>Clôture de chantier périphérique aux zones de travaux ; à noter que la position de ces clôtures peut évoluer en cours d'opération avec notamment les phases d'interférences avec les chantiers en périphérie.</p> <p>Dans ces phases, toutes les sujétions de mise en place, adaptation, entretien de clôtures de chantier supplémentaire visant à délimiter les zones de chantier avec les autres opérations prévues :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le LOT 03 proposera tout système fiable destiné à assurer un véritable contrôle des accès ;- Le logo de chaque entreprise doit apparaître sur les vêtements de travail,- Panneaux de chantier avec mise à jour du nom des entreprises agréées ; <p>Toute entreprise ne figurant pas sur le panneau de chantier est susceptible d'être refoulée du chantier.</p> <p>Le gardiennage du chantier en dehors des heures ouvrables est également à la charge du LOT 03.</p>	LOT 03

2.4 Accueil des entreprises et des personnels

Description de la mesure	Réalisé par :
L'accueil des entreprises est du ressort du Coordonnateur SPS pour la mission qui le concerne (voir chapitre 3 visites communes) pour toutes les entreprises titulaires et sous-traitantes.	CSPS
L'accueil des personnels des entreprises est du ressort de chaque entreprise dans le cadre de la réglementation (code du travail – accueil à la sécurité).	Ensemble des entreprises

2.5 Plan d'installation de chantier

Description de la mesure	Réalisé par :
<p>Sur la base des éléments fournis par le Maître d'ouvrage, le LOT 03 proposera un Plan d'installation de chantier faisant apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La position de la base vie sur le tènement ; - L'emplacement de la grue, - Les différents accès principaux et le principe de circulation, - La sujétion de mise en place de monte-matériaux, - Le principe de soutènement provisoire et zone de talus, - La position de principe de différentes aires de livraison avant et après remblaiement des sous –sols, - Les zones d'approvisionnements et des stockages. <p>Pour les questions de circulations et d'emprise sur le domaine public, les documents d'organisation de chantier seront validés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Par les autorités administratives compétentes, - Par le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre et le CSPS. <p>PLAN DE PRINCIPE PLAN INSTALLATION DE CHANTIER JUILLET 2022 PRO/DCE - TRANSMIS PAR LE MOE</p>  <p>(*) Note: La position de la grue est donnée à titre indicatif. Le candidat pourra préférer mettre en oeuvre deux grues G1 et G2 s'il juge cette disposition plus adaptée en terme de coût et de délai.</p>	<p>LOT 03</p>

Description de la mesure	Réalisé par :
Les différents plans d'installation de chantier validés et mis à jour seront affichés en salle de réunion ; ils serviront notamment de support lors des inspections communes, et des réunions de chantier.	LOT 03

2.6 Registre de sécurité

Description de la mesure	Réalisé par :
<p>Le registre de sécurité du chantier sera ouvert par le LOT 03 et permettra de rassembler notamment tout au long du chantier les différents rapports et PV de vérification des installations et équipements de travail mis en œuvre sur le chantier.</p> <p>Le registre de sécurité est indépendant du registre Journal de la Coordination SPS tenue par le coordonnateur SPS.</p> <p>Ce registre doit être consultable sur le chantier par les autorités administratives compétentes.</p>	LOT 03

2.7 Locaux d'accueil et d'hygiène des personnels

Description de la mesure	Réalisé par :
<p>Installer les locaux d'accueil des personnels sous forme de bungalows provisoires de chantier après préparation des sols.</p> <p>La zone d'implantation de ces locaux figurera sur le Plan d'installation de chantier</p> <p>Les locaux comprendront à minima des sanitaires, des lavabos, des douches, des vestiaires une zone de réfectoire, une salle de réunion permettant d'accueillir les réunions de chantier</p> <p>Les locaux seront conformes au code du travail et entièrement équipés des mobiliers réglementaires. Leur capacité sera dimensionnée en fonction des effectifs indiqués au chapitre 1 du PGC.</p> <p>Les abords et voies d'accès seront bétonnés ou revêtus de façon à avoir un accès sécuritaire pendant toute la durée du chantier quelle que soit la météorologie.</p> <p>Prévoir des installations de climatisation de la salle de réunion et du réfectoire ;</p> <p>Prévoir toutes les sujétions d'accès sécurisés en cas de superposition de bungalows (escaliers, passerelles, garde-corps,...).</p> <p>L'entreprise prendra en compte les phases d'arrêt de chantier et du maintien de la base vie propre, rangée, en bon état pendant toute la durée de l'opération.</p> <p>Le LOT 03 pourra proposer toute solution d'implantation qui favoriserait le bon fonctionnement de chantier. Ces locaux seront prévus pour toutes les entreprises du chantier (titulaires et sous-traitants).</p> <p>Les locaux comprendront <u>à minima</u> des sanitaires, des lavabos, des douches, des vestiaires, des réfectoires. L'équipement, les accès, l'aménagement et la surface de ces locaux seront conformes au Code du travail et intégrera notamment tous les dispositifs de chauffage, climatisation, éclairage et mesures respectant les règles de sécurité en cas d'incendie.</p> <p>Les abords et voies d'accès seront bétonnés ou revêtus de façon à avoir un accès sécuritaire pendant toute la durée du chantier quelle que soit la météorologie.</p> <p>Prévoir toutes les sujétions d'accès sécurisés liés à la superposition de bungalows (escaliers, passerelles, garde-corps...)</p> <p>Prévoir également, porte d'accès, éclairage de ces locaux...</p>	LOT 03 <u>de la phase de préparation</u> jusqu'à la fin du chantier.

2.8 Services associés aux locaux d'accueil des salariés

Description de la mesure	Réalisé par :
<ul style="list-style-type: none">- Le nettoyage <u>quotidien</u> des locaux et l'évacuation des déchets des ordures ménagères (cf. chapitre 4 du PGC) ;- La fourniture de cadenas pour les armoires vestiaires ; <p>Le LOT 03 aura une obligation de « force de proposition » dans ce domaine et devra intégrer à <u>minima</u> ces sujétions dans le cadre de son marché de base.</p>	LOT 03

2.9 Réseaux provisoires de chantier

Rappel réglementaire

Le Maître d'ouvrage est soumis aux obligations de l'article R4533-1 du Code du Travail sur cette opération.

Principes d'organisation

Les spécificités particulières à prendre en compte sont énoncées aux articles ci-après.

2.9.1.1 Réseau provisoire électrique

Description de la mesure	Réalisé par :
<p>Branchements :</p> <p>Le(s) branchement(s) de chantier est(sont) réalisé(s) à partir du réseau EDF.</p> <p>Attention à la présence d'autres chantiers sur le secteur susceptible de compliquer le raccordement provisoire.</p> <p>Une analyse de risque spécifique doit être faite au niveau du PPSPS de l'entreprise à propos des risques particuliers rencontrés pour la mise en œuvre et dépose de cette installation (risque de chute de personne intervenant en hauteur, risque électrique, risques liés à la présence de réseaux enterrés, risque de heurt du fait d'intervention sous circulation routière...)</p>	LOT 03 LOT 16
<p>Réseaux de distribution des zones de travaux :</p> <ul style="list-style-type: none">- Depuis l'armoire générale de chantier, réaliser les cheminements des réseaux dans les emprises de chantier pour éviter les risques au niveau des circulations d'engins, aire de manœuvre des engins de levage....- Les cheminements seront soit enterrés avec fourreaux et grillage avertisseur soit aériens (accroché sous fourreau à la clôture de chantier par exemple),- L'entreprise mettra en œuvre des protections mécaniques sur les réseaux autant que nécessaire (plaque métallique, béton...).	LOT 03
<p>Coffrets de prises des zones de travaux :</p> <ul style="list-style-type: none">- Fournir, mettre en place et en service des coffrets de chantier normalisés (coffret 6 prises mini avec <u>bouton d'arrêt d'urgence</u>) autant que nécessaire dans les différentes zones de chantier de façon à éviter les prolongateurs de plus de 25 m,- Les coffrets seront munis de piétement ou montés sur des supports fixes et stables afin d'éviter des coffrets de chantier au sol,- Un coffret minimal par niveau est obligatoire des sous- sols à la toiture. Le complément dépendra du respect de la règle des 25m.	LOT 16

Description de la mesure	Réalisé par :
<p>Eclairage de chantier commun :</p> <p>Réaliser un éclairage artificiel au moyen de hublots étanches IP44 mini ou système équivalent dans toutes les zones de circulations horizontales et verticales ne bénéficiant pas - pendant <u>toute la journée de travail</u> d'un éclairage naturel suffisant. Nous citerons à ce titre et sans être limitatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les sous- sols (éclairage définitif à mettre en place au plus tôt), - Les cages d'escaliers – circulations verticales, - Les circulations horizontales, - Les locaux et espaces techniques borgnes. <p>Dans le parking cet éclairage de chantier doit devenir au plus tôt l'éclairage définitif des sous- sols (éclairage normal et secours). La conception des installations doit prendre en compte cette contrainte.</p>	LOT 16
<p>Eclairage de chantier de zones particulières :</p> <p>Chaque zone particulière nécessitant un éclairage spécifique sera éclairée au moyen de projecteurs adaptés (IP 44 avec grille de protection) et bénéficiant des protections règlementaires vis-à-vis du risque électrique.</p>	Ensemble des entreprises
Vérification de la conformité des installations électriques : fournir un PV de contrôle ces installations	LOT 03/ Lot 16

2.9.1.2 Réseau provisoire d'eau potable

Description de la mesure	Réalisé par :
<p>Branchement :</p> <p>Réaliser un (des) branchement(s) provisoire(s) à partir du réseau Eau Potable public. Une solution d'utilisation d'un branchement définitif créé à l'occasion du projet est à rechercher : toutefois, les voiries primaires n'étant pas réalisés au début du projet, cette disposition apparaît comme inapplicable dans un premier temps. Une analyse de risque spécifique doit être faite au niveau du PPSPS de l'entreprise quant aux risques particuliers rencontrés pour la mise en œuvre ces réseaux : (Risques liés à la présence de réseaux enterrés, risque de heurt du fait d'intervention sous circulation routière...).</p> <p>Nota : les entreprises des services concessionnaires qui auraient à intervenir dans les zones de chantier sont soumises au PGC et à PPSPS.</p>	LOT 03 Lot 18
<p>Réseaux de distribution des zones de travaux :</p> <p>Réaliser l'alimentation provisoire d'un point d'eau en pied du bâtiment en extérieur (position à confirmer). Proposer un dispositif de distribution dans les étages / cage d'escaliers de points d'eau afin de limiter les manutentions. Prévoir si nécessaire des évacuations EU des points d'eau ainsi constitués et bacs à eau. Réaliser les alimentations complémentaires aux besoins des différents matériels spécifiques (centrale à béton, aire de lavage...).</p>	LOT 03 Lot 18
<p>Précautions particulières :</p> <p>Toutes les dispositions nécessaires au maintien hors gel des réseaux et donc à leur bon fonctionnement y compris en période hivernale doivent être prises. Nous citerons notamment le passage en enterré des réseaux, le traçage et le calorifugeage des parties de réseaux apparents.</p>	LOT 03 Lot 18

2.9.1.3 Réseau provisoire d'eaux usées – eaux vannes

Description de la mesure	Réalisé par :
Branchement : Réaliser un (des) branchement(s) provisoire(s) à partir du réseau d'assainissement communautaire existant.	LOT 03 Lot 18
<p>Réseaux d'évacuation :</p> <p>Réaliser les réseaux complets d'évacuation des eaux usées et eaux vannes du chantier.</p> <p>Une analyse de risque spécifique doit être faite au niveau du PPSPS de l'entreprise quant aux risques particuliers rencontrés pour la mise en œuvre de ce cheminement : (risques liés à la présence de réseaux enterrés, risque de heurt du fait d'intervention sous circulation routière...)</p> <p>Nous rappelons que les réseaux visitables d'assainissement comprennent de nombreux risques (atmosphère insalubre voire dangereuse). En conséquence, aucune entreprise ne doit pénétrer dans ce type de réseau sans avoir au préalable obtenu les autorisations nécessaires du concessionnaire, fait une analyse de risque et mis en place des mesures de protection appropriées (ventilation, EPI...).</p> <p>Nota : les entreprises des services concessionnaires qui auraient à intervenir dans les zones de chantier sont soumises au PGC et à PPSPS.</p>	

2.9.1.4 Traitement des eaux pluviales en phase de chantier

Description de la mesure	Réalisé par :
Prendre les dispositions pour assurer la rétention provisoire, l'infiltration ou l'évacuation des E.P. des ouvrages à chaque étape de la construction afin d'éviter tout phénomène d'inondation des sous -sols et niveaux, Les abords des bâtiments, des bungalows provisoires de chantier et plus largement de la voirie seront maintenues dans de bonnes conditions de praticabilité avec la mise en œuvre et l'entretien de tout ouvrage permettant l'écoulement des eaux de ruissellement jusqu'aux exutoires d'évacuation. Par ailleurs l'entreprise doit prévoir autant que nécessaire des installations de pompage provisoire au niveau des fosses et des sous-sols.	LOT 03 Lot 18

2.9.1.5 Réseau provisoire de télécommunication

Description de la mesure	Réalisé par :
L'entreprise réalisera les réseaux nécessaires au bon fonctionnement opérationnel du chantier (fax, téléphone, internet...).	LOT 03

2.10 Les sujétions liées aux réseaux existants et servitudes hertziennes

Identification des réseaux existants

- ✓ Voir plans transmis par MOE des réseaux existants de la cité universitaire RESIDENCE VOIE DOMITIENNE
- ✓ Prendre en compte les investigations au préalable, en phase conception.
- ✓ Il est prévu le dévoiement du réseau basse tension - est ce que ce dévoiement est prévu dans le cadre des travaux ?

Evaluation des risques

<u>Repère</u>	<u>Nature des risques</u>	<u>Risques importés</u>	<u>Risques exportés</u>
RE 7	Risque électrique (BT, éclairage, HT)	x	
RE 8	Risque gaz (incendie, fuite...) à confirmer.	x	
RE 9	Risque divers de dégradation de réseaux existants lors des travaux		x

Mesures d'organisation et de coordination proposées

<u>Repère risque(s)</u>	<u>Description de la mesure</u>	<u>Réalisé par :</u>
RE7, RE8, RE9	<p>Etablir les Demandes D'Intention de Commencement de Travaux (DICT) auprès des différents services concessionnaires dans les conditions fixées par la réglementation.</p> <p>Les demandes établies par l'entreprise titulaire ne se substituent pas aux obligations des différentes entreprises sous- traitantes concernées par des travaux à proximité de réseaux.</p>	<p>Entreprises travaillant à proximité de réseaux aériens ou enterrés. (Au moins 10 jours avant le début des travaux)</p>
	Les travaux ou installations réalisés à proximité des conduites de gaz doivent être approuvés par GrDF. A la date de rédaction du PGC, nous n'avons pas en notre possession de descriptif de ces mesures particulières.	LOT 03
	Les étapes de consignations éventuelles seront conformes à la norme UTE18510 et les opérations seront conduites par des personnels qualifiés et habilités pour ce type de travaux.	Maître d'ouvrage LOT 03
	<p>En cas de rencontre avec des anciens réseaux, lors des terrassements, les mesures suivantes doivent être prises :</p> <p>a) s'assurer de la réalité de la mise HS de ces réseaux en conformité avec la réglementation pour la protection des travailleurs,</p> <p>b) faire procéder à l'obturation de toute canalisation d'assainissement /EP partiellement en service afin d'éviter des retours dans le chantier en cas de montées des eaux.</p>	LOT 03

2.11 Les sujétions liées à la présence d'amiante dans les existants

Nous transmettre le diagnostic amiante avant démolition des deux bâtiments sur l'emprise des travaux

Le projet de démolition concerne la démolition de 2 bâtiments sur le site de la résidence universitaire du CROUS voie Domitienne :



2.12 Les sujétions liées à la présence de peinture au plomb dans les existants

Nous transmettre le diagnostic plomb avant démolition des deux bâtiments sur l'emprise des travaux

2.13 Les sujétions liées à la présence d'autres matières et substances à risque chimique dans l'existant

A confirmer par le maître d'ouvrage

2.14 Les sujétions liées à la présence d'agents biologiques des classes 2 à 4

Il conviendra de prendre en compte les mesures liées à la présence du virus SRAS COV 2 pouvant entraîner la maladie de la COVID 19, suivant l'évolution de la pandémie mondiale et les recommandations gouvernementales, régionales et départementales ainsi que le guide OPPBTP définissant les mesures à prendre :

<https://www.preventionbtp.fr/ressources/documentation/ouvrage/guide-de-preconisations-de-securite-sanitaire-pour-la-continuite-des-activites-de-construction-en-periode-d-epidemie-de-coronavirus-covid-19>

2.15 Les sujétions liées à l'exposition à un rayonnement ionisant

Sans objet

2.16 Les sujétions liées à la stabilité des ouvrages existants - travaux de démolition

Concerne la démolition des deux bâtiments situés dans l'emprise du chantier.
L'entreprise devra transmettre son plan et la méthodologie de déconstruction
Les nuisances brut et poussières devront être totalement maîtrisées.

Les travaux d'abattage comprennent : - Protection des arbres et autres végétaux existants conservés ; - Abattage et dessouchage de sujets divers ; - Nettoyage et évacuation des déchets verts issus des abattages

Avant l'intervention lourde de l'Entreprise du lot « Démolitions », celle-ci procédera à la déconnexion complète des alimentations : électricité, gaz, courants faibles, eaux. • Alimentation électrique Courant fort. • Alimentation électrique Courant faible (téléphone, éclairage, alarme, sonnette. • Chauffage gaz. • Energie fossile (essence). • Alimentation en eau froide eau chaude.

Aucun dépôt de matériaux, même temporaire, pouvant gêner la circulation ou l'accès aux différents espaces du site, n'est toléré aux abords des zones de travaux. Tous les produits d'abattage non valorisables seront chargés sur camion et transportés en décharge agréée immédiatement après tri préalable sur site. Les bons de décharge devront être à la disposition du Maître d'œuvre au moment du règlement de cette prestation.

Par temps sec, des arrosages seront prévus sur les voies de circulation pour minimiser l'envol de matériaux pulvérulents. Les stocks susceptibles de dégager des poussières (gravats de démolition) seront également arrosés par temps sec. Pendant la phase de déconstruction, la consigne sera donnée aux conducteurs d'engins de "déposer" et non de "gerber" les gravats dans les bennes afin de supprimer la poussière inutile

Les zones de stockage des produits polluants et dangereux seront éloignées des circulations piétonnes et seront sécurisées. La zone de stockage des bennes pour la collecte sélective sera sécurisée. Une protection au sol sera réalisée sous les bennes dont le contenu est source de lixiviation.

Le stockage principal des déchets de chantier se fera sur une plate-forme de tri aménagées et pouvant recevoir les différents conteneurs de collecte. Le nombre et le volume des conteneurs seront variables en fonction de l'avancement du chantier et donc de la nature des déchets produits.

Clôture : La clôture du chantier existante sera complétée par un portail et un poste de contrôle et de gardien par le présent lot.

2.17 Les sujétions liées à la nature des sols et aux espaces verts existants

Evaluation des contraintes

Transmettre le rapport de sols par le MOA au CSPS et MOE

Evaluation des risques

Repère	Nature des risques	Risques importés	Risques exportés
RE14	Risque d'ensevelissement lors des travaux en fouille	x	
RE15	Risque de renversement d'engins (grue notamment)	x	
RE16	Risque au niveau de la stabilité des équipements de travail (échafaudage)	x	
RE18	Risques liés à la présence de réseaux en périphérie du tènement	x	(x)

Mesures d'organisation et de prévention proposée

Repère risque(s)	Description de la mesure	Réalisé par :
RE14 RE17	Prendre en compte les dispositions du rapport de sol. Ces dispositions doivent prévenir tout risque d'ensevelissement des personnes, de renversement. Les notes de calcul et méthode de soutènement provisoire seront à intégrer en matière de gestion des risques/méthode de prévention dans le PPSPS des lots concernés. Ces éléments seront transmis au CSPS.	LOT 03
RE15	Le calcul des fondations de la grue à tour doit prendre en compte les données figurant au rapport de sol. L'entreprise pourra faire tout sondage complémentaire de reconnaissance afin de fiabiliser les données du géotechnicien.	LOT 03

Repère risque(s)	Description de la mesure	Réalisé par :
	La mise en œuvre des grues mobiles ou auxiliaires doit également faire l'objet d'une évaluation des risques et notamment du risque de mise en instabilité particulièrement dans les zones de remblai en périphérie d'ouvrage. Ces zones sont à éviter pour le positionnement de ce type d'engin.	Ensemble des entreprises
RE16	La mise en œuvre des échafaudages, de montes matériaux de chantier, des tours d'étalement... doit être précédé d'une évaluation des risques et notamment du risque de mise en instabilité liés à la qualité des sols dans les zones de remblai en périphérie d'ouvrage et zone de soutènement provisoire. En cas de constat d'affaissement des sols, des opérations de nivellement/compactage ou renforcement sont à prévoir. Des calages de répartition sont à prévoir dans tous les cas au niveau des appuis des équipements de travail.	LOT 03
RE 18	Une vérification des positions de réseaux enterrés profonds sera conduite pour s'assurer : Qu'aucun tirant de soutènement provisoire ne dégrade un réseau existant, Que les réseaux superficiels ne sont pas impactés en partie haute de soutènement provisoire.	LOT 03

3 MESURES PRISES PAR LE CSPS EN MATIERE DE COORDINATION ET SUJETIONS QUI EN DECOULENT

3.1 Les principes généraux de prévention (P.G.P.)

Les actions conduites par les différents acteurs du projet doivent reposer sur le fondement des 9 principes généraux de prévention énoncés à l'article [L4121-2](#) du Code du Travail, rappelés et illustrés ci-après :

1° Eviter les risques :

Par exemple :

- ✓ Éviter les travaux superposés dans une même zone de chantier
- ✓ Éviter de laisser des situations à risque pour les personnels des autres entreprises (coactivité successives) ; les armatures en attente, les fouilles en attente...seront notamment munis de dispositifs de protection.
- ✓

2° Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités :

Par exemple :

- ✓ Procéder à une D.I.C.T. auprès des services concessionnaires avant tout travail à proximité de réseaux aériens ou enterrés ;

3° Combattre les risques à la source :

Par exemple :

- ✓ Consigner les réseaux électriques avant toute intervention sur ceux-ci,

4° Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,

Par exemple :

- ✓ Privilégier les accès au poste de travail en élévation par escalier au lieu d'échelle

5° Tenir compte de l'état d'évolution de la technique :

Par exemple :

- ✓ Mettre en œuvre des solutions de manutentions mécaniques au lieu de réaliser des manutentions manuelles.

6° Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux :

Par exemple :

- ✓ Mettre en œuvre des peintures avec des solvants aqueux,

7° Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral et au harcèlement sexuel, tels qu'ils sont définis aux [articles L. 1152-1](#) et [L. 1153-1](#),

8° Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;

9° Donner les instructions appropriées aux travailleurs :

- ✓ Les entreprises veilleront à accueillir leurs personnels, intérimaires, fournisseurs et sous- traitants sur le chantier et donner les consignes de sécurité propres au chantier,
- ✓ Les entreprises veilleront à la formation des personnels.

Nous rappelons enfin que les 4^{ème} et 9^{ème} PGP ne sont pas applicables par les intervenants autres que les entreprises selon les dispositions de l'article L4531-1.

3.2 Inspection commune

Le coordonnateur SPS organise les réunions d'inspection commune avant intervention des entreprises dès qu'il a connaissance de leur agrément ou existence.

L'entreprise titulaire de chaque lot est chargée de signaler au coordonnateur SPS les entreprises sous-traitantes qui interviennent sur le chantier avec un délai minimal de 8 jours avant leur intervention. Les entreprises sont invitées à contacter le coordonnateur SPS au plus tôt pour faciliter l'organisation de ces inspections.

Chaque entreprise titulaire et sous-traitante est tenue d'être représentée à l'inspection commune par une personne compétente et maîtrisant le chantier à réaliser.

A l'issue de chaque inspection commune, un compte rendu est rédigé par le CSPS et diffusé aux différentes entreprises concernées. Ce compte rendu est intégré au Registre Journal de la Coordination.

3.3 Rédaction et transmission du PPSPS

Après inspection commune, l'entreprise concernée rédige un PPSPS transmis au CSPS avant son intervention. Le CSPS peut émettre des observations sur le contenu du PPSPS ; cet avis est inséré dans le registre journal de la coordination. Aucune entreprise ne peut intervenir sur site avant remise de son PPSPS et levée des observations formulées par le CSPS.

3.4 Principe d'harmonisation des PPSPS

Selon l'article [R4532-48](#) du Code du Travail, le coordonnateur SPS doit intégrer les PPSPS des entreprises dans le PGCSPPS en harmonisant le contenu de ceux-ci.

Le principe retenu pour atteindre cet objectif est le suivant :

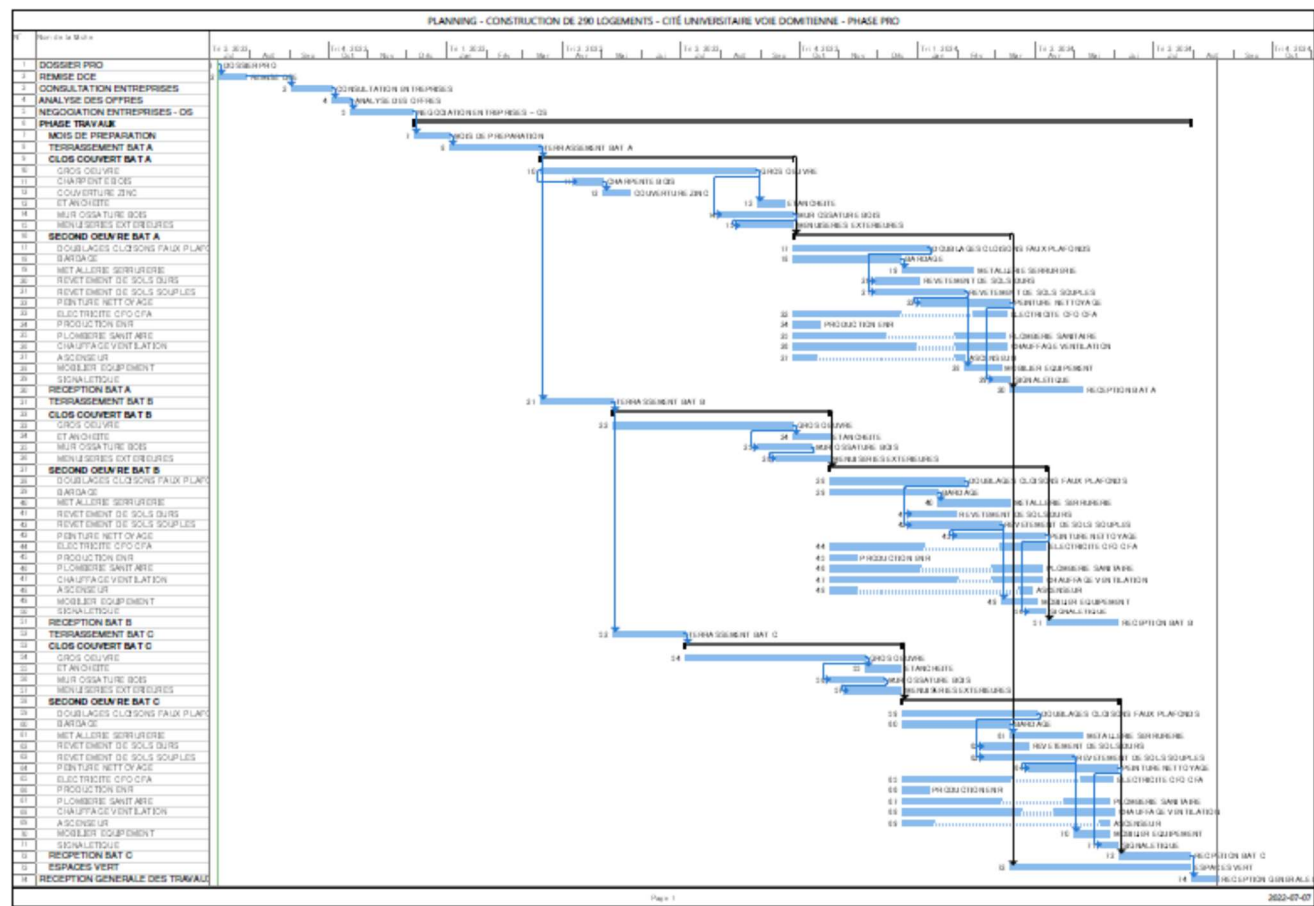
- Le PGC est élaboré sur la base d'une évaluation de risque du coordonnateur SPS,
- Cette évaluation de risque est précisée et complétée autant que nécessaire lors des inspections communes,
- Les entreprises doivent reprendre dans l'évaluation de leurs risques (PPSPS) ceux qui les concernent et préciser les mesures de prévention associées,
- Le coordonnateur SPS procédera à une mise à jour du PGCSPPS s'il l'estime nécessaire et communiquera aux autres intervenants les mesures particulières à prendre en compte.

3.5 Evaluation des risques de coactivité – Planning détaillé des travaux

Nota : cette évaluation de risque complète l'évaluation des risques environnementaux faite au chapitre 2 du PGCSPPS.

Planning détaillé des travaux

A la date de rédaction du PGCSPPS, nous disposons d'un planning PRO DCE transmis par le MOE.
Préparation de chantier : fin année 2022 – début année 2023
Fin de chantier : troisième trimestre 2024



Evaluation des risques de coactivité

Au regard de la nature des ouvrages à réaliser et des éléments en notre possession, nous avons identifié les risques de coactivité potentiels suivants. Cette liste de risque a servi de base à la définition des mesures de coordination de ce chapitre du PGCSPPS. Cette liste est bien entendu à compléter et mettre à jour au travers des visites communes et PPSPS des entreprises et n'a pas de caractère limitatif.

Repère	Nature des risques
CO1	Heurt entre véhicules/engins et personnels dans les emprises de chantier
CO2	Basculement, renversement d'un engin
CO3	Chutes de personnes de plain-pied
CO4	Chute de personne depuis un poste de travail Chute de personne depuis un poste de travail notamment gros œuvre/charpente/couverture
CO5	Chute de personne du fait de la présence d'un dénivelé (terrassement, hauteur d'étage, périphérie de plancher...)
CO6	Chute de personne dans une circulation commune de chantier
CO7	Chute de personne du fait de la présence de trémies au sol
CO8	Chute de personne du fait de la présence de baies ou trémies verticales

CO9	Chute d'objet ou projection de matière
CO10	Renversement de matériels, d'équipement de travail ou matériaux stockés
CO11	Effondrement de structure provisoire (coffrage, plateforme de travail...) ou définitive notamment du fait de surcharge anormales
CO12	Risques dus à la manipulation et/ou la mise en œuvre de substances chimiques
CO13	Bruit
CO14	Mise en œuvre d'équipement sous pression et/ou de pompage de matériau en vrac
CO15	Risque électrique (utilisation d'outillage...)
CO16	Risque incendie/explosion du fait de l'utilisation de gaz en bouteille
CO17	Risque d'ensevelissement
CO18	Risques liés aux poussières de bois (CMR)
CO19	Manutentions manuelles et risque TMS - pénibilité
CO20	Manutentions mécaniques (mise en œuvre d'un engin de levage)

3.6 Les circulations horizontales et verticales de chantier

Les sujétions liées aux circulations existantes et au contrôle des accès du chantier sont traitées au chapitre 2 du PGCSPS. Les mesures énoncées ci-après concernent les circulations dans l'emprise principale de chantier.

Repère risque(s))	Description de la mesure	Réalisé par :
CO1	Les accès piétons à la zone des locaux d'accueil centrale au tènement depuis la voirie publique se feront par un portillon spécifique (contrôle d'accès) et des allées de largeur 0.80m mini délimitées par des obstacles physiques linéaires (type GBA) afin de séparer les flux piétons /véhicules. Cette mesure de protection concerne également toute la périphérie de la zone de base vie.	LOT 03
CO1	Les postes de travail fixes situés à proximité de circulations de chantier seront clairement balisés voir protégés par des obstacles physiques s'il existe une forte proximité avec des circulations d'engins (aire de livraison).	LOT 03
CO1	En cas de nécessité de réaliser des manœuvres en marche arrière ou sans visibilité, un assistant aux manœuvres sera désigné par l'entreprise qui utilise le véhicule ou qui reçoit une livraison (fournisseur extérieur). Un ou des hommes « trafic » peuvent assurer ces fonctions.	Ensemble des entreprises LOT 03
CO1	L'organisation des livraisons sur le chantier sera prévue pour éviter les phénomènes de « bouchon » sur les pistes de chantier. Des plannings de livraison les plus précis possibles seront nécessaires. Le contrôle des flux au niveau des accès est un élément essentiel de la prévention.	Ensemble des entreprises
CO1	Les pistes principales de chantier en périphérie des bâtiments seront réalisées avec des matériaux pérennes facilitant la circulation et les manœuvres des véhicules lourds de chantier. La question de l'évacuation ou de l'infiltration des eaux de ruissellement est à traiter dans la conception de ces ouvrages. Leur entretien régulier est à prévoir pendant toute la durée du chantier.	LOT 03
CO1	Un sens de circulation sera privilégié sur les pistes de chantier de façon à éviter les manœuvres en marche arrière.	LOT 03

Repère risque(s))	Description de la mesure	Réalisé par :
CO6	Les accès en fond de fouille pour les personnels s'effectueront au moyen de tour d'escaliers provisoires munis de garde- corps et de filets s'il existe un risque de chute d'objet au niveau de poste de travail ou circulation en pied.	LOT 03
CO2	Un obstacle physique (barrière, GBA...) sera prévu en tête de paroi de soutènement dans les zones de circulation ou livraisons PL du chantier. Toute solution équivalente pourra être proposée par l'entreprise.	LOT 03
CO2	Les différentes plateformes de terrassement seront arrêtées afin de permettre la mise en œuvre des équipements de travail nécessaire à la réalisation des soutènements provisoires et de pompage dans de bonnes conditions de sécurité.	LOT 03
CO2	Les rampes d'accès en fond de fouille seront conçues pour avoir une pente de l'ordre de 15% et une largeur minimale de 4m env.	LOT 03
CO3	Les circulations horizontales et verticales communes de chantier seront : - éclairés, - maintenues en bon état de propreté ; - libérées de tout déchets, gravats, flexibles ...	LOT 03/ Ensemble des entreprises
CO5 CO6	Des passerelles de franchissement provisoires avec gardes corps seront mis en œuvre dans toutes les zones avec dénivelé où des circulations communes de personnes sont réalisées.	LOT 03
CO5 CO6	Les ouvrages définitifs de circulation verticale (escaliers) seront mis en œuvre à l'avancement des planchers. Des escaliers provisoires seront prévus pour les accès intermédiaires avant réalisation des ouvrages définitifs d'accès et également lors de la réalisation des voiles en périphérie des cages d'escaliers à l'avancement. Ces mesures concernent tous les niveaux des ouvrages : sous-sol, étage courant et toitures terrasses.	LOT 03
CO11	Aucune circulation d'engin ne doit être réalisée sur une partie d'ouvrage en construction (dalle sur sous- sols notamment) ; En cas de nécessité de réaliser de telle circulation, des systèmes d'étalement adaptés et calculés par un ingénieur qualifié à partir des données fournies par l'entreprise devant circuler sur la zone concernée seront mis en œuvre et surveillés.	LOT 03/ Ensemble des entreprises
C04 C09	Prévoir une étude des risques : risque de circulation en hauteur / balisage au sol des zones de travail/ protection contre les chute de matériaux et matériels / protection pour les personnels et les riverains Travaux d'intervention charpente et couverture métallique : éviter toute coactivité pendant les travaux de charpente et couverture. Les entreprises devront définir clairement leurs modes opératoires qui devront être validées par le MOE et le CSPS. Les mesures de protection Les filets de sécurité sont des dispositifs d' arrêt de chute : ils regroupent essentiellement les filets en grande nappe et les filets sur console. Les filets de sécurité sont adaptés aux situations dans lesquelles il n'est pas possible d'empêcher la chute par une protection collective. Ils doivent être mis en œuvre au plus près du niveau de travail pour limiter la hauteur de chute, qui ne doit en aucun cas excéder 3 mètres, et assurer l'absence de choc avec le sol ou un obstacle avant l'arrêt de la chute. Les filets de recueil peuvent être utilisés	

Repère risque(s))	Description de la mesure	Réalisé par :
	pendant un an après leur fabrication. Au-delà de cette période, ils comportent trois mailles d'essai référencées au filet. Lors du contrôle, si la maille possède la résistance voulue, le fabricant adresse un écusson d'essai avec la référence du filet. Vérifier si possible d'utilisation en site aéroportuaire. Mise en œuvre des recommandations CARSAT R446 et note OPPBTP B1F0620	
CO10	Les abords des bâtiments feront l'objet d'un nivellement : - Après remblai en périphérie de sous-sols - Avant mise en œuvre des tours étalements et échafaudages de façade L'objectif est d'éviter un affaissement de ces ouvrages provisoires en cas de non stabilité des abords.	LOT 03
CO4 CO5	La mise en commun des échafaudages pourra être étudiée par les différents lots mentionnés afin de déterminer les avantages et inconvénients en matière de gestion de risque. Les résultats de cette analyse seront présentés au CSPS pour avis.	Lo 03, lot 04, lot 05, lot 06, lot 07 et lot 08
CO9	Les ouvrages d'étanchéité sur dalle sous –sol seront planifiés en concertation avec les travaux des lots lot 04, lot 05, lot 06, lot 07 et lot 08 de façon à éviter toute coactivité (travaux superposés).	Lot 03
CO3	Mettre en place des platelages de circulation sur les panneaux de treillis soudés des dalles autant que nécessaire pour faciliter les circulations des personnes lors des phases d'incorporation. Les aciers en attente seront protégés en tête ou crossés.	LOT 03
CO6 CO19	La mise en œuvre de monte matériaux /monte personnes est à prévoir par le LOT 03 pour respecter les objectifs fixés par la recommandation CARSAT R445. De même, la mise en service anticipée des ascenseurs pour l'élévation des personnes est une solution qui doit être prévue, avant la dépose des monte personnes provisoires de chantier (Voir article sur Manutentions également).	LOT 03 Lot 20
CO4 CO19	Le LOT 03 devra prévoir un moyen adapté permettant de faciliter l'accès des grutiers à leur poste de travail. Un accès motorisé est impératif à partir du : - 1er janvier 2017, lorsque la cabine de conduite de la grue nécessite plus de 50 m d'ascension, - 1er janvier 2019, lorsque la cabine de conduite de la grue nécessite plus de 30 m d'ascension. Mettre en œuvre la recommandation R495.	LOT 03
CO5 CO6	Le LOT 03 proposera des solutions d'escaliers provisoires pour faciliter les circulations des personnes, le cas échéant.	LOT 03

3.7 Les conditions de manutention des matériaux et matériels

Repère risque(s))	Description de la mesure	Réalisé par :
CO19	<p>Les mesures à prendre par les entreprises sont énoncées notamment aux articles R4541-1 à 9 du Code du Travail et sur le fondement des PGP.</p> <p>De façon synthétique ces mesures consistent dans l'ordre de priorité à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Éviter au maximum le recours aux manutentions manuelles de charges, - En cas de nécessité de recourir à des manutentions manuelles du fait notamment de la configuration des ouvrages, - Limiter au maximum les charges à manutentionnés (sacs de 25kg par exemple), - Organiser les postes de travail de façon à limiter les risques en mettant notamment à disposition des personnels des accessoires de préhension adaptés, - Informer les personnels autant que possible sur la valeur des charges à porter et sur les moyens les plus sûrs de réaliser les manutentions (formation geste et posture). <p>Les entreprises décriront donc dans leur PPSPS les mesures prises au regard de ces obligations.</p>	Ensemble des entreprises
CO19	<p>En phase de préparation de chantier, le LOT 03 proposera, sur la base du planning détaillé des travaux, les mesures d'organisation et moyens communs qu'elle prévoit pour assurer les approvisionnements de l'ensemble des ouvrages.</p> <p>Nous précisons que la réflexion du LOT 03 doit viser les « principaux approvisionnements du chantier » mais doit prendre en compte également toutes les manutentions quotidiennes nécessaires à la mise en œuvre des matériaux, matériels et à l'évacuation des déchets.</p> <p>Les objectifs en matière de manutention sont basés sur l'application de la recommandation CARSAT R445 - R477 - R476 et guide SCALP.</p> <p>Ces objectifs minimaux sont les suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) Le bâtiment doit disposer en permanence d'un moyen de levage (à minima) mis en commun et adapté à la nature des approvisionnements à réaliser, b) La mise en service du monte matériaux/monte personnes doit s'effectuer dès que possible compte tenu du plan de charge « Gros œuvre » de la grue à tour, c) L'arrêt du monte matériaux/monte personnes et leur démontage ne s'effectueront qu'après mise en service anticipée de l'ascenseur définitif, d) La planification du montage de l'ascenseur définitif doit prendre en compte la contrainte évoquée au c) ci avant mais également les contraintes liées à la libération des ouvrages « bloqués » en intérieur et en façade du fait de la présence même des montes matériaux, e) L'utilisation de la grue à tour pour réaliser des approvisionnements nécessite la mise en œuvre de passerelle de réception sécurisée (recette). <p>Prendre en compte les interférences de grue prévisibles : à voir pour dimensionnement de la grue conformément à la fiche OPPBTP C3F0811 et l'ED INRS 6255.</p>	LOT 03
CO19	<p>Qu'est-il prévu pour l'approvisionnement des matériaux pour les phases chantier en plus de la grue du GO ?</p>	LOT 03

Repère risque(s))	Description de la mesure	Réalisé par :
CO19	<p>La mise en service anticipée des ascenseurs peut s'effectuer selon différents principes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Libre- service ; - Accès par clés données à des responsables d'entreprises, - Utilisation des ascenseurs avec présence permanente d'un liftier assurant les manœuvres et les opérations en cas de pannes. <p>Dans tous les cas, les mesures suivantes sont à prévoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'alimentation en énergie électrique, - La possibilité d'appel des secours dans la cabine en cas d'arrêt imprévu, - Les aménagements au droit de chaque palier en attendant la mise en place des revêtements des sols définitifs, - Les protections des cabines, - La maintenance. 	Lot 20
CO19 CO20	<p>Le LOT 03 transmettra au coordonnateur SPS une copie des différentes conventions de mise à disposition de moyens de levage à faire signer par les entreprises sous- traitantes et/ou utilisatrices.</p> <p>L'objectif pour le coordonnateur SPS est de prendre connaissance des règles d'utilisation et limites de responsabilités fixées par le LOT 03.</p> <p>Les notions de coût pourront être rendus illisibles pour la version des documents transmise au CSPS.</p>	LOT 03
CO20	<p>Des zones d'interférences de grue sont prévisibles sur le chantier : à voir pour dimensionnement de la grue conformément à la fiche OPPBTP C3F0811 et l'ED INRS 6255.</p> <p>Un système unique d'assistance à la gestion des interférences de grue est à prévoir. L'organisation et les procédures particulières inhérentes à l'existence d'interférences de grues et à la présence d'un système de gestion de ces interférences doivent être précisées au titre du PPSPS.</p> <p>En outre, la commande de mise en marche/arrêt du système de gestion des interférences de grue ne doit pas être laissée à la seule appréciation des conducteurs de grue.</p>	LOT 03
CO20	<p>L'entreprise qui met ou fait mettre en œuvre une grue à tour ou mobile sur le chantier doit répondre à ses obligations réglementaires.</p> <p>En outre, l'entreprise fournira au coordonnateur SPS une copie des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Autorisation de conduite des conducteurs de grue, - Rapports des vérifications réglementaires de la grue et notamment les éléments concernant les résultats de l'adéquation de la grue en conformité avec l'arrêté du 1/03/2004, - Éléments d'étude et de vérification concernant la prévention du risque de renversement des grues à tour sous l'effet du vent en conformité avec la recommandation CRAM R406, - Une étude/procédure permettant la gestion des interférences de grue avec les grues à tour du chantier (voir notamment les phases de montage/démontage des grues). <p>En l'absence de ces éléments, l'entreprise n'est pas autorisée à mettre en œuvre une grue sur le chantier.</p>	LOT 03
CO11 CO20	<p>Les zones ou ouvrages provisoires susceptibles de servir de recettes à matériaux doivent être clairement identifiées dans la mesure où elles doivent recevoir des charges lourdes ou encombrantes.</p> <p>Les zones de recettes seront munies d'affichage indiquant le poids admissible de stockage et seront équipés de protection collective contre les risques de chute de personnes. Leur accès par des chariots roulants ou diable doit être facilité.</p>	LOT 03

Repère risque(s))	Description de la mesure	Réalisé par :
CO9	Les manutentions et notamment celles d'ouvrages particuliers (prédalles BA, éléments verriers, gros équipement technique... par exemple) seront réalisées avec des accessoires de levage adaptés et dans tous les cas selon les prescriptions du fabricant de l'ouvrage. La cinématique des manutentions des éléments préfabriqués lourds sera précisée au PPSPS des entreprises concernées	LOT 03
CO9	Le survol de charge au- dessus de personne est strictement interdit. Des consignes doivent être données au grutier et les zones concernées doivent être paramétrées dans le système d'assistance à la conduite en sécurité des grues à tour.	LOT 03
C019	Des quais de déchargement doivent être prévus au niveau des aires de livraison du chantier. Ces quais auront pour fonction : <ul style="list-style-type: none"> - De faciliter les opérations de déchargement, - De prévenir les risques de chute de personnes lors de ces opérations, - De prévenir les risques d'écrasement suite à une mise en instabilité d'un colis lors d'un transport. 	LOT 03
C 010	Les stockages des charpentes bois, couverture zinc, murs et ossatures bois bardage devront être correctement balisées, propres et rangées. Chaque lot devra faire remonter dès la phase préparation en zone de stockage ainsi que les mesures spécifiques liées à la manutention et levage	LOT 04 , 05, 07, 08

3.8 Délimitation et aménagement des zones de stockage

Repère risque(s))	Description de la mesure	Réalisé par :
CO3 CO10	Les stockages de matériau et matériels seront organisées et le cas échéant balisés de façon à éviter les chutes de plain -pied sur les circulations de chantier. Les stockages en partie commune intérieures seront à éviter ou en cas d'impossibilité à limiter en volume et durée.	Ensemble des entreprises
CO10	Les stockages de banches au sol et à chaque étape de leurs mises en œuvre seront organisés selon les directives des fabricants de banches de façon à ne pas présenter de risque de renversement notamment sous les effets du vent.	LOT 03
CO9	Les matériaux en palette « non filmées » ne seront pas gerbés pour prévenir les risques de chute de matériaux (agglomérés de béton, ...)	LOT 03
CO11	Les stockages intermédiaires sur les dalles en cours de construction seront organisés afin de ne pas générer de surcharge accidentelle non maîtrisée. Les dispositions d'étalement dimensionné par une personne compétente seront prévues à chaque phase de la construction.	LOT 03/ Ensemble des entreprises
CO16	Les stockages en sous- sol de produits dangereux sont interdits sauf à prendre des dispositions particulières de sécurité. Tous les locaux susceptibles d'être aménagés en étage pour des stockages doivent être munis de portes précisant l'entreprise qui réalise le stockage avec un contact à joindre en cas d'urgence.	Ensemble des entreprises

Repère risque(s))	Description de la mesure	Réalisé par :
CO10	Les stockages des menuiseries extérieures et éléments verriers seront réalisés dans des appareils spéciaux à la verticale pour faciliter les manutentions ; Les éléments vitrés sont protégés contre les chocs.	Lot 09
CO16	Les stockages d'hydrocarbures et solvants seront à éviter sur le chantier. En cas de nécessité de réaliser de tel stockage, les dispositions seront prises pour assurer la sécurité vis-à-vis du risque incendie /explosion et la ventilation en cas de stockage dans des locaux. Des dispositifs de rétention seront prévus et entretenus autant que nécessaire.	LOT 03
CO12	Les stockages de déchets dangereux seront réalisés dans un <u>temps limité</u> et dans des zones clairement balisées (peinture, solvants par exemple). Toute disposition sera prise pour éviter la contamination de l'environnement.	Ensemble des entreprises
CO4	Les éventuels stockages sur les bungalows provisoires de chantier sont interdits. Les stockages sur les containers sont à éviter. S'il était nécessaire de réaliser de tel stockage, les dispositions seront prises pour : - Réaliser des accès sécurisés au sens du décret du 2004-924 du 01/09/04, - Réaliser des platelages support des charges, - Réaliser la prévention du risque de chute en périphérie des plateformes de stockage.	LOT 03
CO9	Les passerelles de travail en encorbellement seront nettoyées et rangées à l'avancement des travaux et dans tous les cas avant chaque déplacement à l'aide de la grue.	LOT 03
CO6 CO11	Les stockages de terre sur site ou le traitement de terre polluée sur site, devra faire l'objet d'une intégration au Plan d'installation de chantier pour la phase concernée. Ces stockages ne doivent pas présenter de risque en matière de coactivité tel que surcharge non prévue sur des têtes de talus ou sur des soutènements provisoires, éboulements....	LOT 03

3.9 Protections collectives

Dispositions générales aux protections collectives contre les risques de chute.

Nous rappelons que les gardes corps provisoires de chantier seront conformes à la norme EN-13374 et au décret du 2009-924 du 01/09/2004.

Ils comprennent au moins, une plinthe, une lisse intermédiaire et une lisse haute dont la hauteur peut varier entre 1 m et 1,10m.

Leur constitution devra également prendre en compte la pente de la plateforme de travail à protéger et les différences entre niveau brut et fini des ouvrages à chaque étape du chantier.

La mise en place, la gestion, l'entretien des protections collectives contre les risques de chute sont à réaliser par le LOT 03 du chantier.

Les ouvrages provisoires de protection collective contre les chutes de hauteur seront conçus avec les objectifs suivants :

- Les ouvrages provisoires de protection collective restant après la phase de structure (gros œuvre en général) doivent être mise en œuvre en sécurité collective,
- Les dispositifs provisoires de protection collective sur les terrasses, toitures bacs, loggias ou balcons ainsi qu'en limite des planchers des zones traitées en structure poteaux/poutres seront prévus pour :
 - Permettre la pose des ouvrages de protection collective définitifs sans leur dépose,
 - Permettre leur dépose à l'abri des ouvrages définitifs de protection.
- Les parties d'un même dispositif provisoires de protection collective ne devront pas être liées entre elles par des dispositifs non pérennes et non sûrs (fil de fer doux par exemple).

Le LOT 03 proposera une organisation visant à s'assurer de l'entretien de ces protections collectives pendant toute la durée du chantier. Les échafaudages de pied de plus de 21m feront l'objet d'une note de calcul conformément à la réglementation.

Prévention du risque CO3 – Chutes de plain-pied

En précision et complément des Dispositions générales évoquées ci –avant, les mesures proposées pour prévenir ce risque permanent sur le chantier sont :

- Le nettoyage des postes de travail,
- Le nettoyage et l'évacuation des encombrants des circulations communes piétonnes du chantier,
- La création et le maintien des circulations communes de chantier avec des surfaces planes, des dispositifs de franchissement d'obstacles (rampes...),
- L'éclairage des circulations communes en normal et secours pour les sous-sols,
- L'anticipation de la pose de l'éclairage définitif dans les sous-sols et les locaux techniques,
- Les mesures d'organisation visant au traitement des eaux de ruissellement, des circulations communes en cas d'intempéries (gel, neige...).

Prévention du risque CO4 – Chute de personne depuis un poste de travail en élévation

En précision et complément des Dispositions générales évoquées ci –avant, les mesures proposées pour prévenir ce risque sur le chantier sont :

- Une évaluation préalable des besoins réels des entreprises avant la mise en œuvre de l'équipement de travail (poids, dimensions, contraintes d'ancrage, ...),
- Une évaluation préalable par Le LOT 03 de la résistance des supports d'appuis et d'ancrage,
- Une mise en œuvre, une vérification et une utilisation par des personnes compétentes, formées et qualifiées des systèmes de plateformes provisoires de travail et échafaudage,
- La mise en œuvre de dispositifs de protection contre les risques de heurts en cas de mise en œuvre à proximité de circulation d'engins de chantier.

Prévention du risque CO5 – Chute de personne du fait de la présence d'un dénivelé

En précision et complément des Dispositions générales évoquées ci –avant, les mesures proposées pour prévenir ce risque sur le chantier sont :

- Mettre en œuvre des ouvrages provisoires de protection collective en tête des soutènements provisoires et talus le plus tôt possible ; avant cette mise en œuvre, le risque devra être prévenu par mise en place d'une barrière provisoire de chantier d'éloignement,
- Les accès communs par escaliers provisoires ou par les escaliers définitifs posés à l'avancement seront munis des protections collectives provisoires qui devront répondre aux objectifs fixés au titre des Dispositions générales du présent article.

Prévention du risque CO6 – Chute de personne du fait de la présence d'une trémie au sol

En précision et complément des Dispositions générales évoquées ci –avant, les mesures proposées pour prévenir ce risque sur le chantier sont :

- Mettre en œuvre des protections collectives intégrées dans les trémies de petite section au sol reprenant à minima la charge d'une personne /m2 et facilitant les opérations de rebouchage des trémies,
- Mettre en œuvre des protections collectives toute section dans les cages d'ascenseurs et dans les cages d'escaliers (plate -forme avec trappe d'accès),
- Mettre en œuvre des protections collectives type gardes corps provisoires en périphérie de toutes les trémies non évoquées ci-avant.

Prévention du risque CO7 – Chute de personne du fait de la présence de baies ou trémies verticales

En précision et complément des Dispositions générales évoquées ci –avant, les mesures proposées pour prévenir ce risque sur le chantier sont :

- Mettre en œuvre des protections collectives toute section au droit de chaque baie des cages d'ascenseurs ; cette protection doit intégrer une plinthe évitant les chutes d'objet dans les cages d'ascenseurs,
- Les ouvrages de protection collective au droit des menuiseries extérieures ou baies donnant sur le vide seront fixés de façon à répondre aux objectifs fixés dans les Dispositions générales.

Ces ouvrages seront fixés mécaniquement à la structure y compris dans le cas de baies de grande largeur,

- Dans le cas d'habillage (isolation thermique extérieure...) des encadrements de baie avec des allèges ne formant pas garde -corps, concevoir des systèmes d'attaches des gardes corps répondant aux objectifs prévus aux dispositions générales ci avant.

Autres dispositions de protection collective

Repère risque(s))	Description de la mesure	Réalisé par :
CO9	Les postes de travail générant des projections de matières seront isolés du reste du chantier et de l'environnement par des écrans de protection adaptés au risque.	Lot à l'origine du risque
CO13	Les personnels affectés à des postes de travail générant des niveaux sonores importants (sciage, carottage béton, sablage...) travailleront dans un environnement où la coactivité sera évitée. Ces personnels seront munis des E.P.I. adaptés.	Lot à l'origine du risque
CO18	Les entreprises générant des poussières de bois (CMR) veilleront à : <ul style="list-style-type: none"> - Installer une zone de travail particulière (« atelier ») lorsque cela est possible, - Isoler cette zone de travail du reste du chantier, - Assurer une aspiration à la source des poussières et une aspiration de l'atelier précité le plus souvent possible, - Doter leurs personnels exposés des EPI adaptés. 	Lot à l'origine du risque
CO15	Les entreprises doivent fournir aux personnels un outillage portatif en bon état et dont la classe et l'indice de protection sont adaptés aux contraintes de chantier. Les prolongateurs électriques doivent notamment être de la série H07RNF. Les projecteurs d'éclairage seront munis des grilles de protection au choc. S'assurer de la présence d'une protection différentielle 30mA sur le réseau provisoire de chantier pour une utilisation d'outil portatif. Mettre en place des boîtiers terminaux munis de ce type de protection en cas de nécessité.	Ensemble des entreprises

3.10 Règles de mise en commun des installations provisoires de chantier

Utilisation des installations électriques provisoires de chantier

3.10.1Vérification du réseau provisoire de chantier

Le LOT 03 et le lot Electricité doivent faire réaliser un contrôle de leur installation provisoire (base vie et installation électrique provisoire) avant toute utilisation par un organisme habilité. Les Rapports de contrôle des installations électriques sont à laisser sur le chantier (registre de sécurité) de façon à être consulté par tous les organismes de prévention et les autres entreprises.

3.10.2 Modification du réseau provisoire de chantier

Les interventions sur les installations électriques provisoires de chantier doivent s'effectuer par des personnes habilitées ou sous la surveillance d'une personne habilitée dans les conditions fixées par la norme C 18510. La mise hors tension et la consignation des réseaux ou partie de réseau existant seront effectuées avant toute modification sur des parties susceptibles de générer un risque électrique.

3.10.3 Règles de gestion commune des protections collectives contre les chutes de hauteur

Vérification de l'état des protections collectives

Cette vérification incombe au LOT 03. Le PPSPS de l'entreprise indiquera les mesures d'organisation prises pour assurer cette mesure pendant toute la durée de l'opération.

Les autres entreprises peuvent signaler ou mieux remettre en place les parties de protection dégradées ou déplacées.

3.10.1.1 Modification de protection collective

La modification d'une protection collective est à éviter jusqu'à la pose des protections définitives.

3.10.4 Règles en cas de mise en commun d'un échafaudage

3.10.1.2 Vérification de l'état initial de l'échafaudage

Cette vérification incombe à l'entreprise qui a mis en œuvre l'échafaudage ; cette vérification comprend l'ensemble des prestations décrites par l'arrêté du 21 décembre 2004.

Le PV de vérification de l'échafaudage sera ainsi que les PV de vérifications trimestrielles le cas échéant seront mis sur le chantier dans le registre de sécurité afin d'être consultable par l'ensemble des organismes et autres entreprises.

3.10.1.3 Réception avant mise en commun

L'entreprise détentrice de l'échafaudage et les entreprises qui souhaitent l'utiliser doivent effectuer une réception contradictoire avec rédaction d'un PV signés par l'ensemble des parties. Ce PV sera consultable sur le chantier. Cette réception est destinée à formaliser les limites de responsabilité de chacun et les règles à respecter lors de l'utilisation de l'échafaudage (charge admissible, moyens d'accès, points d'ancrages).

Les entreprises utilisatrices doivent notamment s'assurer que la configuration de l'échafaudage correspond à leurs besoins.

3.10.1.4 Modification de l'échafaudage mis en commun

Aucune modification ne doit intervenir sur l'échafaudage mis en commun sans une nouvelle vérification complète réglementaire et un accord de l'entreprise qui a mis en œuvre initialement l'échafaudage.

3.10.5 Règles en cas de mise en commun d'un engin de levage

Ces règles seront précisées par les entreprises concernées lors de la mise au point des conventions de prêt. Toutefois, nous rappelons quelques points élémentaires.

3.10.1.5 Règles générales

L'entreprise détentrice de l'engin de levage reste responsable de la sécurité jusqu'au crochet de l'engin lors de toute utilisation par une autre entreprise. La conduite de l'engin est obligatoirement assurée par le personnel habituel ayant la capacité de le piloter. Désigner pour chaque approvisionnement :

- Un responsable de l'entreprise utilisatrice chargée de la mise en place et de la vérification du colisage,
- Un responsable des manœuvres au sol qualifié et en liaison directe avec le conducteur de l'engin.

3.10.1.6 Vérification de l'état initial de l'engin

Cette vérification incombe à l'entreprise qui a mis en œuvre l'engin de levage. Le PV de vérification sera mis sur le chantier dans le registre de sécurité afin d'être consultable par l'ensemble des organismes et autres entreprises.

3.10.1.7 Convention de mise en commun

L'entreprise qui met à disposition un engin de levage doit proposer une convention qui doit être signée par les entreprises qui souhaitent l'utiliser.

3.10.6 Règles de mise en commun d'accessoires de levage

La vérification réglementaire incombe à l'entreprise qui fournit les accessoires de levage.

Les sangles textiles à usage unique ne doivent en aucun cas être réutilisées. L'entreprise qui utilise les accessoires de levage doit :

- Effectuer un contrôle visuel de l'état, sur site, avant le levage,
- S'assurer que ces accessoires de levage sont adaptés aux charges à transporter,
- S'assurer que le contrôle période des accessoires de levage a bien été assuré,
- Prendre les mesures d'organisation et donner les consignes pour utiliser les accessoires conformément aux indications du fournisseur.

3.10.7 Mise en commun d'une plate-forme élévatrice mobiles de personnes

3.10.1.8 Vérification réglementaire de l'engin

Cette vérification incombe à l'entreprise qui a mis en œuvre la PEMP. Le rapport de vérification sera mis à disposition par l'entreprise au niveau de l'engin.

3.10.1.9 Conduite de l'engin

La PEMP doit être conduite dans tous les cas par un personnel titulaire d'une autorisation de conduite adaptée au type de la PEMP et ayant reçu une formation à l'utilisation en sécurité de celle-ci. Les documents justificatifs doivent pouvoir être produits sur le chantier à tout moment.

3.10.8 Mise en service des ascenseurs définitifs de chantier

Les règles concernant la mise en service anticipée des ascenseurs définitifs sont à préciser par le LOT 03.

4 SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC LES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

4.1 Interférences avec des activités d'exploitation

Consignes d'exploitation à prendre en compte par l'exploitant du CROUS

4.2 Interférences entre le chantier et d'autres chantiers voisins

A préciser par le maitre d'ouvrage

Afin de répondre à la réglementation et en complément des dispositions intégrées au marché des entreprises, nous rappelons l'obligation d'organisation de réunion de concertation avec les différents responsables des activités en exploitation afin de prévenir les risques. Ces réunions seront initiées soit par le Maître d'ouvrage, soit par le Coordonnateur SPS. Dans tous les cas, le LOT 03 sera tenu de participer pour répondre à toutes questions particulières propres aux activités du chantier.

Une organisation de la concertation du Maître d'ouvrage doit être prévue conformément aux obligations résultant de l'application de l'article L 4531-3 du Code du travail.

5 MESURES GENERALES PRISES POUR MAINTENIR LE CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

Le nettoyage et le rangement du chantier sont des éléments **très importants** de la sécurité des personnes mais permettent également l'amélioration des conditions de travail collectives et en général de la qualité des prestations.

5.1 Nettoyage des locaux d'accueil des salariés

La propreté de ces locaux est un gage de garantie d'hygiène et de prévention des maladies professionnelles.

Description de la mesure	Réalisé par :
<ul style="list-style-type: none">- Prendre les dispositions pour assurer un nettoyage <u>régulier</u> des installations sanitaires, des vestiaires, du réfectoire et de la salle de réunion avec renouvellement des consommables : <u>1 nettoyage quotidien est demandé</u> à minima,- Assurer la mise en place et l'évacuation des déchets issus des zones de base vie (sacs poubelles fermés et évacués). <p>Le nettoyage peut être réalisé par un personnel de l'entreprise ou une société extérieure ; dans ce dernier cas l'entreprise est tenue de fournir sur demande le descriptif des prestations demandées à cette société de service.</p>	LOT 03

5.2 Nettoyage et rangement des postes de travail

Description de la mesure	Réalisé par :
<ul style="list-style-type: none">- Prendre les dispositions d'organisation pour assurer à chaque fin de journée ou de tâches dans une zone particulière le nettoyage complet de la zone et le rangement des matériels et matériaux ; ce temps doit être prévu dans l'organisation du travail,- Fournir les moyens matériels pour permettre aux personnels pour assurer ces nettoyages et acheminer les gravats de chantier dans les bennes ou container prévus pour l'évacuation du site des déchets ; prévoir notamment des balais, des pelles, des sacs poubelles, des bacs à roulettes communs en conséquence et le cas échéant des moyens de manutentions,- Donner les instructions sur ces sujets aux personnels, organiser des campagnes de sensibilisation,- Interdire le déversement/la projection de matériaux et matériels considérés comme déchet par les ouvertures du bâtiment : risque de blessure grave parfois pour les personnels du chantier et production de poussières.	LOT 03/ Ensemble des entreprises

5.3 Nettoyage et rangement des circulations communes de chantier

Description de la mesure	Réalisé par :
<ul style="list-style-type: none">- Un nettoyage hebdomadaire des circulations communes du chantier doit être prévu à minima ; cette opération concernant l'ensemble des entreprises doit être organisée le vendredi de préférence,- Cette opération ne se substitue pas au nettoyage de chaque poste de travail.	Ensemble des entreprises

5.4 Gestion des déchets de chantier

Description de la mesure	Réalisé par :
<ul style="list-style-type: none">- Les entreprises procèdent au tri et à l'évacuation de leurs propres déchets de chantier notamment les déchets D.I.S. ou D.I.B,- Une organisation des bennes de chantier sera mise en place par le LOT 03,- L'évacuation régulière et dans tous les cas avant chaque week-end des bennes de chantier est obligatoire,- Le conditionnement des déchets s'effectuera dans les conditions réglementaires pour éviter les risques vis-à-vis des personnes et de l'environnement ; à ce titre des filets seront prévus sur les bennes « ouvertes »,- Il est formellement interdit de brûler des déchets sur le chantier,- Les bordereaux de suivi des déchets seront établis selon la réglementation et devront être produits sur simple demande du Maître d'ouvrage ou du Maître d'œuvre.	Ensemble des entreprises LOT 03

6 LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE

6.1 Organisation de l'appel des secours

Description de la mesure	Réalisé par :
<ul style="list-style-type: none">- Afficher à proximité la fiche d'appel des secours renseignée dans des zones visibles par les différents personnels de chantier ; cette fiche précisera notamment les coordonnées téléphoniques du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS à prévenir (après les secours),- S'assurer de la possibilité permanente d'utilisation d'un téléphone sur le chantier afin d'effectuer l'appel des secours.	LOT 03

6.2 Premiers secours aux blessés

Description de la mesure	Réalisé par :
<ul style="list-style-type: none">- La présence de secouriste du travail dans les équipes en place est obligatoire pour assurer les phases de protection d'un blessé et éventuel de secours,- Pour atteindre cet objectif nous recommandons aux entreprises de faire participer leurs salariés à des formations de SST,- Selon la gravité de la blessure d'un accidenté, le SST présent jugera, en fonction de son expérience et de ses compétences, de la nature des premiers secours à porter : dans tous les cas nous rappelons qu'il faut dans l'ordre : PROTEGER – ALERTER – SECOURIR,- Pour les blessures bénignes, fournir pour le chantier une trousse à pharmacie pour les interventions de première nécessité qui sera laissée dans le bureau de chantier. Le contenu de cette trousse sera validé par le médecin du travail de l'entreprise.	LOT 03 Ensemble des entreprises

6.3 Moyens d'évacuation sur le chantier

Description de la mesure	Réalisé par :
<ul style="list-style-type: none">- Compte tenu de la nature du chantier, le LOT 03 proposera des dispositifs particuliers à demeure sur le chantier (ex : cage facilitant l'évacuation par grue des blessés, civières, ...),- Assurer l'accueil des pompiers sur chantier,- Faciliter la progression des services de secours vers les lieux de l'accident et mettre en œuvre en concertation avec les services de secours tous les moyens destinés à faciliter l'évacuation du blessé de la zone d'accident.	Ensemble des entreprises

6.4 Prévention du risque incendie

Description de la mesure	Réalisé par :
<ul style="list-style-type: none">- Mettre en place des extincteurs dans les zones où il existe un risque incendie sur le chantier et notamment les postes de travail produisant une flamme (chalumeau par exemple).	Ensemble des entreprises
<ul style="list-style-type: none">- permis de feu pour les travaux par point chaud à définir	
<ul style="list-style-type: none">- S'assurer de la présence d'extincteur à bord des véhicules et engins de chantier ainsi qu'à proximité d'équipement de travail susceptible de présenter un risque de cette nature.	
<ul style="list-style-type: none">- L'utilisation de produits ou matières inflammables sera conforme aux fiches de données de sécurité des produits utilisés afin de prévenir les risques et notamment incendie,- Vérifier et faire contrôler les dispositifs équipant les appareils (ex : chalumeau) et destinés à éviter les phénomènes de retour de flamme.	

7 LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

7.1 CISSCT

Compte tenu du nombre d'entreprises (>10) et des prévisions d'effectif (> 10000 hommes jours) , le maître d'ouvrage a prévu la constitution d'un Collège Inter-entreprise de Sécurité de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) pour l'opération.

Ce collège regroupe l'ensemble des entreprises de l'opération.

Le maître d'ouvrage constituera le collège au plus tard 21 jours avant le début des travaux en adressant une lettre de constitution aux différents intervenants.

La présidence du collège sera assurée par le Coordonnateur Sécurité Santé.

La première réunion du collège sera organisée par le Coordonnateur au démarrage du chantier.

Un projet de règlement du CISSCT est joint en annexe au PGC. Ce projet sera discuté et soumis à l'approbation des entreprises lors de la première réunion du CISSCT.

Les entreprises doivent prévoir dans leurs offres le temps nécessaire pour une participation effective des deux représentants (Cadres et les Employés) aux réunions du Collège.

Nous rappelons à ce titre que le C.I.S.S.C.T. a notamment pour objet de faire participer activement les salariés présents sur le chantier à l'amélioration de leurs conditions de sécurité, d'hygiène et de travail.

7.2 Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants identifiés comme sous- traitant fourniront au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé au même titre qu'une entreprise.

7.3 ANNEXE 1 Liste des intervenants

Maitrise d'ouvrage, Maitrise d'œuvre, Coordination SPS :

Intervenant	Société	Représentant	Télécopie/email :
Maitre d'ouvrage	CROUS MONTPELLIER 2 rue MONTEIL 34093 MONTPELLIER	DIBO Elie	elie.dibo@crous-montpellier.fr 06.82.88.61.15
Architecte et Maitre d'œuvre	ATELIER D'ARCHITECTURE EMMANUEL NEBOUT 3 Rue des Trésoriers de la bourse 34 000 MONTPELLIER		contact@ateliernebout.fr
SPS	NOVICAP	Phase conception : Me Céline PLAISANT Phase réalisation : Me Florence DELAPERCHE	06.37.52.82.85 c.plaisant@novicap.fr f.delaperche@novicap.fr 06.14.03.87.56

Organismes de prévention

Nom	Adresse	Tél/fax
DREETS Inspection du travail	Service inspection du travail - unité départementale de l'Hérault 615 boulevard Antigone CS 19002 34064 MONTPELLIER CEDEX 2	T 04.67.22.87.40 F 04.67.22.88.01
OPPBTP	120 avenue Nina Simone 34000 MONTPELLIER	Tél : 04 67 63 47 50
CARSAT	Service prévention des risques professionnels – 29 cours Gambetta CS 49001 – 34068 MONTPELLIER CEDEX 2	Tél : 04 67 12 95 30

Services d'urgence

AUTRES SERVICES	SAMU Pompiers/SMUR	18 ou 112
-----------------	-----------------------	-----------

ANNEXE 1 INSTALLATIONS DE CHANTIER

DISPOSITION REGLEMENTAIRES APPLICABLES en MATIERE D'INSTALLATIONS D'ACCUEIL sur CHANTIER					
INSTALLATIONS D'ACCEUIL DANS LES CHANTIERS		DUREE du CHANTIER		OBSERVATIONS, CAS PARTICULIERS	CODE du TRAVAIL
		> 4 mois	< 4 mois		
Local Vestiaire		x	x	Local dédié en état constant de propreté. Aéré et convenablement chauffé. Séparé des zones de stockage, notamment de matières dangereuses. Pour les chantiers souterrains, le local est installé au jour. Le local en sous-sol ne doit être qu'exceptionnel et être gardé en état constant de propreté, aéré et éclairé convenablement. Installations séparées pour les hommes et les femmes si le personnel est mixte.	R.4228-2 à 5 R.4534-139 à 140
			x	Lorsque ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier, possibilités d'utiliser un véhicule de chantier spécialement aménagé permettant d'assurer la propreté individuelle, contenant des cabinets d'aisances, des vestiaires et, si possible, des douches.	R.4534-139 à 140
	Sièges	x	x	Nombre suffisant de sièges.	R.4228-6 R.4534-139 à 140
	Armoires vestiaires	x	x	Nombre suffisant d'armoires individuelles ininflammables permettant de suspendre deux vêtements de ville et, au besoin, un compartiment pour vêtements susceptibles d'être souillés par des matières dangereuses.	R.4228-6 R.4534-139 à 140
			x	Lorsque l'exiguïté du chantier ne permet pas d'installer de telles armoires, le local est équipé de patères en nombre suffisant.	R.4534-139
Sanitaires	Lavabos	x	x	Avec eau potable et température réglable. Un lavabo pour 10 personnes. Moyen de nettoyage, séchage, essuyage mis à disposition	R.4228-7 R.4534-141
			x	S'il est impossible de mettre en place l'eau courante, un réservoir d'eau potable doit assurer la quantité d'eau suffisante pour alimenter les lavabos. Lavabos ou rampes à raison d'un orifice pour 10 travailleurs, si possible à température réglable.	R.4534-141
	Douches	x	x	Si travaux insalubres et salissants, mise à disposition de douches. Maintien en l'état de propreté, eau à température réglable.	R.4228-8 à 9 A. - 3/07/1947
	WC	x	x	Un cabinet et un urinoir pour 20 hommes, deux cabinets pour 20 femmes (séparés de ceux des hommes) avec poubelle. Au moins un poste d'eau (sauf pour les chantiers < 4mois). Séparés des autres locaux. Equipés de chasse d'eau et de papiers hygiénique. Aérés et chauffés. Nettoyage et désinfection au moins une fois par jour.	R.4228-10 à 15 R.4534-144
Sanitaires		x	x	Nettoyage du lieu et des équipements après chaque repas.	R.4228-22 à 24 R.4534-142
	Sièges et tables	x	x	Sièges et tables en nombre suffisant.	R.4228-22 R.4534-142
	Garde-manger ou réfrigérateur	x	x	Un moyen de conservation ou de réfrigération.	
	Appareil de réchauffage ou de cuisson	x	x	Une installation permettant de chauffer les plats.	
Eau potable	Pour la boisson	x	x	Un robinet d'eau potable fraîche (à raison de 3l/jour/salarié) et chaude pour 10 usagers.	R.4228-22 R.4534-143

7.4 ANNEXE 2 Projet de règlement de CISSCT

OPERATION :

CISSCT

PROJET DE REGLEMENT DU COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Article 1 : CONSTITUTION ET DUREE

Un collège interentreprises Sécurité, Santé et Conditions de Travail (CISSCT) est constitué par le Maître d'ouvrage le _____ conformément à l'article L 235-11 à 14 et R.238-49 à 56 et R.263-3 du Code du Travail sur le chantier de _____

Son règlement a été adopté le _____ et transmis le _____ aux autorités visées à l'article R.238-58 du Code du Travail, accompagné du procès-verbal de la réunion au cours de laquelle il a été adopté.

Le Maître d'ouvrage sur proposition du Collège prononce sa dissolution, sauf cas particuliers (1), à la réception des travaux.

Article 2 : MISSIONS

Les missions du collège sont les suivantes :

Définir notamment sur proposition du coordonnateur, les règles communes destinées à assurer le respect des mesures de sécurité et de protection de la santé applicables au chantier.

Vérifier que l'ensemble des règles prescrites, soit par lui, soit par le coordonnateur, sont effectivement mises en œuvre.

Décider éventuellement de la formation et de l'information complémentaire du personnel du chantier.

Examiner tout accident ou incident ayant pu entraîner des conséquences graves. Pour cela chaque entreprise est tenue d'adresser au président du Collège, dans les 48 heures, une copie de toute déclaration d'accident de travail.

Article 3 : RESPONSABILITÉS

L'intervention du Collège ne saurait modifier la nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux participants à l'opération de bâtiment ou de génie civil en application de toutes dispositions du Code du Travail, ni les attributions des institutions représentatives du personnel compétent en matière d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

[1] Les cas particuliers sont déjà précisés dans les contrats ou doivent faire l'objet d'un avenant soumis à l'approbation du collège

Article 4 : COMPOSITION

Le collège comprend

Des membres ayant voix délibérative :

- Le Coordonnateur de réalisation : Président
- Le Coordonnateur de conception, s'il est différent,
- Le Maître d'œuvre désigné par le Maître d'ouvrage
- Le chef de chacune des entreprises intervenantes sur le chantier [1], ou son représentant habilité

Des membres ayant voix consultative

- Un salarié de chacune des entreprises intervenantes sur le chantier [2]

Peuvent assister aux réunions à titre consultatif :

- L'inspecteur du travail ou son représentant ou l'autorité administrative compétente,
- Le secrétaire régional du Comité Régionale du l'OPPBTP ou son représentant,
- L'ingénieur en chef du service prévention de la CRAM ou son représentant,
- Le ou les médecins du travail.
- Le maître d'ouvrage

Le collège peut décider d'entendre toute personne particulièrement compétente sur un sujet déterminé.

La liste nominative des membres, prévue aux articles L.235-11 et R.238-47 est jointe en annexe de ce règlement et est affichée sur le chantier.

[1] On entend par entreprises intervenantes les entreprises et leurs sous-traitants.

Toutefois, ne sont pas tenues de participer aux travaux de collège les entreprises dont il est prévu qu'elles occuperont sur le chantier un effectif inférieur à dix salariés pendant moins de quatre semaines (C. trav art R.238-50), dès lors qu'elles n'auront pas à exécuter des travaux inscrits sur la liste des travaux comportant des risques particuliers ;

[2] Salarié désigné par le CHSCT ou à défaut par les délégués du personnel ou à défaut par les membres de l'équipe appelée à intervenir sur le chantier parmi les salariés effectivement employés sur le chantier et pendant la durée d'intervention des entreprises dont ils sont salariés sur le chantier, choisis en raison de leur compétence et de l'aptitude en matière de sécurité et de santé.

[3] Ne sont pas tenues de participer aux travaux de Collège les entreprises dont il est prévu qu'elles occuperont sur le chantier un effectif inférieur à 10 salariés pendant moins de 4 semaines (article R.238-50 du Code du travail), sauf travaux comportant des risques particuliers selon arrêté à paraître. Ces entreprises doivent faire connaître au président du Collège leur volonté de ne pas participer aux travaux.

Article 5 : FONCTIONNEMENT DU COLLEGE

Article 5.1 - Le Président

Convoque les membres du Collège et les participants aux réunions.

Arrête l'ordre du jour des réunions. Les membres du Collège peuvent demander par écrit au président de porter à l'ordre du jour, toutes questions relevant de sa compétence dans les huit jours suivant la réception de la convocation.

Préside les réunions avec voix prépondérante.

Rédige les PV des réunions et les annexes après adoption au registre prévu à l'article R.238-51. Les procès-verbaux font ressortir notamment :

- L'ensemble des décisions prises par le Collège
- Le compte rendu des inspections de chantier
- Les informations dispensées par les entreprises en application de l'article L.231-3-1 ainsi que les formations sécurité complémentaires décidées par le Collège.

Ces procès-verbaux sont adressés aux membres, aux invités et aux CHSCT ou à défaut aux délégués du personnel des entreprises.

Fait adopter le projet de règlement par le CISSCT.

Représente le Collège à l'égard des tiers et a autorité sur le personnel mis à la disposition du Collège (Voir article 6).

Répond par écrit aux observations formulées par les membres des Comités d'Hygiène Sécurité et Conditions de travail ou des Délégués du Personnel.

Informe les membres du Collège de ses réponses lors de la réunion qui suit la demande.

S'assure de l'application de mesures adoptées par le collège interentreprises de sécurité, santé et conditions de travail.

Article 5.2 - Les réunions

[A] Première réunion suivant l'ouverture du chantier

Le président convoque les membres du Collège interentreprises de sécurité, santé et conditions de travail et les participants à cette réunion, dès que deux entreprises sont présentes sur le site.

L'ordre du jour de cette réunion comprend :

L'adoption du Règlement du CISSCT.

Le compte-rendu du déroulement de la phase conception, d'étude et d'élaboration du projet de l'ouvrage et une information, le cas échéant, sur le passage des consignes et des documents visés à l'article R.238-18 (RJC - PGC SPS - DIUO).

L'examen des premières mesures de coordination du chantier en matière d'hygiène et de sécurité.

L'examen et la définition de règles communes nécessaires pour assurer le respect de mesures de sécurité et de protection de la santé applicables au chantier.

L'établissement du calendrier des réunions

[B] Périodicité des réunions

La périodicité des réunions plénières est fixée à _____ (ce délai ne peut en aucun cas dépasser trois mois. Il est réduit si l'importance et la nature des travaux le justifient).

Chaque réunion est précédée d'une inspection du chantier.

Le président doit provoquer une réunion en dehors des dates initialement arrêtées notamment :

- Sur demande de la majorité des représentants ayant voix délibérative
- Sur demande motivée du tiers des représentants des membres salariés
- À la suite de tout accident ayant ou ayant pu entraîner des conséquences graves.

Outre les points prévus dans le chapitre “ réunion constitutive ” ci-dessus, ces questions comprennent notamment :

L’approbation du procès-verbal de la réunion précédente,

L’examen des suites à donner aux observations formulées par le coordonnateur,

La lecture et l’examen du rapport réalisé par le coordonnateur relatif à la période qui s’est écoulée depuis la dernière réunion,

Les suggestions et observations faites par les membres du Collège.

Le président peut en cas de nécessité, provoquer une réunion du Collège à la demande du Maître d’œuvre.

Des réunions préparatoires peuvent être organisées à la demande du coordonnateur ou des membres du Collège, pour résoudre des problèmes qui, bien qu’entrant dans les attributions du Collège, ne concernent qu’un nombre réduit d’entreprises. Les solutions possibles seront ensuite exposées et soumises au vote lors de la prochaine réunion plénière du CISSCT.

Article 5.3 - Les convocations aux réunions

Les convocations écrites sont à adresser, au plus tard quinze jours avant la réunion, à tous les membres du Collège et aux participants, sauf urgence.

L’ordre du jour, arrêté par le Président, est annexé à la convocation et sera remis en main propre aux salariés par le responsable de l’entreprise destinataire de la convocation.

Article 5.4 - L’adoption et l’application des décisions

Les décisions du CISSCT sont adoptées à la majorité des membres ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président emporte la décision.

Les décisions du CISSCT sont immédiatement exécutoires et sauf spécifications contraires, s’appliquent à toutes les entreprises présentes sur le chantier ainsi qu’à celle qui y arriveront ultérieurement.

Les mesures et règles communes en matière de sécurité, et de protection de la santé définies et adoptées par le collège interentreprises de sécurité, santé et conditions de travail sont intégrées par le coordonnateur au plan général de coordination sécurité et protection de la santé.

Le coordonnateur veille à l’application de ces décisions.

Article 5.5 - Procédures propres à assurer le respect des mesures de coordination :

Outre la visite du chantier précédant chaque réunion du collège, le collège peut décider des procédures particulières pour faire assurer le respect des mesures de coordination du chantier.

Article 6 – FINANCEMENT

Conformément à l’article R.238-16 les frais de fonctionnement du CISSCT sont pris en charge par le maître d’ouvrage car ils font partie du contrat maître d’ouvrage - coordonnateur.

Article 7 - PROCEDURE DE REGLEMENT DES DIFFICULTES

Tout différend entre les entreprises, à propos des mesures décidées par le Collège interentreprises de Sécurité, Santé et Conditions de travail fera l’objet d’une tentative de conciliation par le Président du Collège, à défaut le différend est soumis à une réunion du Collège.

Tout différend qui persisterait à l’issue de ces tentatives sera soumis à l’arbitrage du maître d’ouvrage. En cas de persistance, le litige est porté au Registre Journal de Coordination sans préjudice des règles générales prévues par le contrat en matière de règlement des litiges.

CORONAVIRUS, DES CONSIGNES DE NETTOYAGE POUR SE PROTÉGER

- ✓  Lavez-vous les mains toutes les deux heures à l'eau et au savon ou utilisez un gel hydroalcoolique.
- ✓  Désinfectez systématiquement les véhicules et les engins à chaque changement d'utilisateur et d'utilisation : volant, levier de vitesse, poignées de coffre, de portes, comodors...
- ✓  Nettoyez les surfaces de contact fréquent toutes les deux heures et lieux collectifs au minimum deux fois par jour : poignées de porte, tables, comptoirs, sols...
- ✓  Laver régulièrement les équipements individuels : téléphone, lunettes, bouchons d'oreilles...
- ✓  Désinfectez les matériels : gants métiers, outils, outillages...
- ✓  Nettoyez vos vêtements et vos tenues de travail régulièrement.

(Conseils à afficher dans les bases vie et bungalows)

OPFBTP
Organisme Professionnel de Prévention
du Bâtiment et des Travaux Publics

Version à jour au 20/04/2020 – Ces éléments sont mis à jour régulièrement sur le site www.preventionbtp.fr


preventionbtpdirect.fr

Pendant les pauses repas, renforçons notre vigilance face à la Covid-19



**Ne pas parler
sans masque**



**Remettre le masque
dès qu'on ne mange pas**



**Hygiène renforcée
avant le repas**



Renforçons notre vigilance face au variant !

Je fais attention à ma santé et à celle des autres



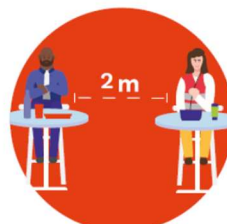
**Ne retirer le masque
que pour manger**



**Remettre le masque
entre les plats**



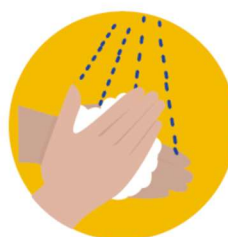
**Ne pas parler
sans masque**



**Écran de séparation ou
distance de 2 mètres**



**Ne pas parler
en mangeant**



**Hygiène renforcée
avant le repas**

→ **Annexe 3 – Document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (modèle de DHOL)**

CSPS	Nom	①
Mise à jour	Date de modification	Éléments modifiés

Partie à remplir par le CSPS				
Adresse chantier		Coordonnées GPS		
Contraintes horaires de livraisons		Moyens mutualisés de levage et manutention (cf. PGCSPPS)		
Autres renseignements utiles (contraintes administratives...)		Quai de déchargement	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non

Partie à renseigner par le client (entreprise du BTP)				
Nom de l'entreprise		Adresse siège		
Nom du réceptionnaire		Coordonnées du réceptionnaire		
Plages horaires de livraisons				
Présence chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non		
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion	<input type="checkbox"/> d(m) <input type="checkbox"/> h(m)	Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	<input type="checkbox"/>	
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> grue de chargement	<input type="checkbox"/> appareil propre au chantier <input type="checkbox"/> appareil à la charge du fournisseur		Type
Autres renseignements utiles				

Au verso : (à rédiger par CSPS)

→ Projet PIC avec :

- Accès
- Voies de circulation
- Installations sanitaires
- Points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie)
- Zones de stockage
- Dimensions des aires de stockage
- Charges admissibles
- Nature du terrain
- Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit)